

REVUE DE DROIT BANCAIRE ET FINANCIER

SUPPLÉMENT À LA REVUE DE JANVIER-FÉVRIER 2018 - 19^E ANNÉE - ISSN 1620-9435

SOUS LA DIRECTION DE :

Thierry BONNEAU,
Erik LE DOLLEY,
Dominique LEGEAIS,
Hervé LE NABASQUE

TABLES ANNUELLES 2017

TABLE DES AUTEURS	<i>(page 1)</i>
TABLE DES ANALYSES ET DES DOSSIERS	<i>(page 10)</i>
INDEX ALPHABÉTIQUE GÉNÉRAL	<i>(page 13)</i>
TABLE DES TEXTES	<i>(page 25)</i>
TABLE DE JURISPRUDENCE	<i>(page 27)</i>
TABLE DES ABRÉVIATIONS	<i>(page 32)</i>

Par mois

JANVIER

Repère	n° 1
Alertes	n° 1 à 11
Études	n° 1 à 4
Commentaires	n° 1 à 43
Dossiers	n° 1 à 10
Meilleure pratique	n° 1

MARS

Repère	n° 2
Alertes	n° 12 à 26

Études	n° 5 à 9
Commentaires	n° 44 à 103
Dossiers	n° 11 à 16
Meilleure pratique	n° 2

MAI

Repère	n° 3
Alertes	n° 27 à 40
Études	n° 10 à 15
Commentaires	n° 104 à 143
Dossiers	n° 17 à 23
Meilleure pratique	n° 3

JUILLET

Repère	n° 4
Alertes	n° 41 à 54
Études	n° 16 à 19
Commentaires	n° 144 à 196
Dossiers	n° 24 à 28

SEPTEMBRE

Repère	n° 5
Alertes	n° 55 à 64
Études	n° 20 à 25

Commentaires	n° 197 à 232
Dossiers	n° 29 à 32
Meilleure pratique	n° 5

NOVEMBRE

Repère	n° 6
Alertes	n° 65 à 83
Études	n° 26 à 28
Commentaires	n° 233 à 275
Dossiers	n° 33 à 38
Meilleure pratique	n° 7

Par rubrique

REPÈRE

Janvier	n° 1
Mars	n° 2
Mai	n° 3
Juillet	n° 4
Septembre	n° 5
Novembre	n° 6

ALERTES

Janvier	n° 1 à 11
Mars	n° 12 à 26
Mai	n° 27 à 40
Juillet	n° 41 à 54
Septembre	n° 55 à 64
Novembre	n° 65 à 83

ÉTUDES

Janvier	n° 1 à 4
Mars	n° 5 à 9
Mai	n° 10 à 15
Juillet	n° 16 à 19
Septembre	n° 20 à 25
Novembre	n° 26 à 28

COMMENTAIRE

Janvier	n° 1 à 43
Mars	n° 44 à 103
Mai	n° 104 à 143
Juillet	n° 144 à 196
Septembre	n° 197 à 232
Novembre	n° 233 à 275

DOSSIERS

Janvier	n° 1 à 10
Mars	n° 11 à 16
Mai	n° 17 à 23
Juillet	n° 24 à 28
Septembre	n° 29 à 32
Novembre	n° 33 à 38

MEILLEURE PRATIQUE

Janvier	n° 1
Mars	n° 2
Mai	n° 3
Septembre	n° 5
Novembre	n° 7

Revue de droit bancaire et financier

REVUE BIMESTRIELLE DU JURISCLASSEUR

Président-Directeur général,
Directeur de la publication :
Philippe Carillon

Directrice éditoriale :
Caroline Sordet
caroline.sordet@lexisnexis.fr

Fondateur :
Jean-Pierre Bertrel

Conseil scientifique :
Pierre Bézard, David Blache,
Dominique Bourrinet,



Francis-J. Crédot, Philippe
Dupichot, Guillaume Eliet, Gérard
Gardella, Michel Germain, Alain
Gourio, Jérôme Herbet, Didier
Martin, Pauline Pailler, Dominique
Schmidt, François Terré

Comité de lecture :
Jean-Jacques Ansauf, Nathalie Martial-
Braz, Isabelle Riassetto, Thierry Samin,
Philippe Thomas, Régis Vabres

Directeurs :
Thierry Bonneau, professeur
à l'université Panthéon-Assas
(Paris II)

Erik Le Dolley, professeur
associé des universités

Dominique Legeais, professeur
à l'université Paris Descartes

Hervé Le Nabasque, professeur à
l'université de Paris I (Panthéon-
Sorbonne)

Rédacteur en chef :
Tiphaine Ducrocq
Tél. : 01 45 58 93 45
tiphaine.ducrocq@lexisnexis.fr

Chargée d'édition :
Lucie Landais
Tél. : 01 71 72 47 49
lucie.landais@lexisnexis.fr

Crédit Photo : GettyImages

Publicité : Direction marketing
opérationnel
Catherine Thevin
Tél. : 01 45 58 93 05
catherine.thevin@lexisnexis.fr

Abonnement annuel 2017
France métropolitaine : 600,00 € TTC
Prix de vente au numéro : 100,00 TTC
Dom-Tom et Étranger : 648,00 € HT
Prix de vente au numéro : 110,00 € HT

Offre spécial étudiants :
http://etudiant.lexisnexis.fr/

Relation clients :
Tél. : 01 71 72 47 70
relation.client@lexisnexis.fr
www.lexisnexis.fr

LexisNexis SA
SA au capital de 1 584 800 €
552 029 431 RCS Paris

Principal associé :
Reed Elsevier France SA
Siège social :
141, rue de Javel
75747 Paris Cedex 15

Commission paritaire n° 1121 T 86596
N° Impr. 5762
N° Édit. 5747

Dépôt légal à parution
Origine du papier : Allemagne
Taux de fibres recyclées : 6 %
Certification : 100 %
Impact sur l'eau : P_{TOT} = 0,01 kg
/ tonne



Arnaud ACHARD, avocat associé

- Les acteurs financiers à l'épreuve de la réglementation sur les appels de marge (EMIR) études 19 (juill.)

Jean-Jacques ANSAULT, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université de Rouen, CUREJ, EA4703

- Le sort de la garantie autonome à l'aune de la restructuration du bénéficiaire (Sûreté personnelle) études 6 (mars)

Jean-Jerry ANTY, avocat au barreau de Paris

- MIF 2 : les nouvelles règles concernant le financement de la recherche (Marchés financiers) dossier 30 (sept.)

Antoine ARSAC, docteur en droit, juriste Natixis

- La cession de contrat au service du transfert des participations des financements syndiqués (Crédit syndiqué) dossier 26 (juill.)

Virginie BARBIER, avocat

- Le nouvel agent des sûretés : une petite révolution au service des crédits syndiqués (Crédit syndiqué) dossier 28 (juill.)

Quentin BERTRAND, élève-avocat à l'École de Formation des Barreaux de la Cour d'Appel de Paris - Master 2 Droit bancaire et financier & Master 2 Droit des affaires - Université Paris II Panthéon-Assas

- Les dirigeants peuvent-ils encore être sanctionnés pour manquement de l'émetteur à l'obligation de publication d'informations privilégiées ? (Marchés financiers) études 24 (sept.)

Thierry BONNEAU, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris 2)

- Simplification, qualité et non-dit (Norme) repère 1 (janv.)
- Mars 2017 (Brexit) repère 4 (juill.)
- Instruments dérivés sur matières premières (Abus de marché) comm. 42 (janv.)
- Blockchain (Marchés financiers) comm. 43 (janv.)
- Distribution de CFDs et autres produits spéculatifs aux particuliers (Prestataires de services d'investissement) comm. 100 (mars)
- Contrat de garantie financière. Contrat de compte courant prévoyant une clause de nantissement financier. Frais de tenue de compte (Prestataires de services d'investissement) comm. 101 (mars)
- Big data (Institutions financières) comm. 102 (mars)
- Pratiques de marché admises (Abus de marché) comm. 103 (mars)
- Activités supplémentaires et changements significatifs (Contreparties centrales) comm. 141 (mai)
- Notion de marché équivalent (Contrats dérivés de gré à gré) comm. 142 (mai)
- Pouvoirs d'intervention temporaire (Autorités) comm. 143 (mai)
- Textes de niveau 2 (MIF 2) comm. 187 (juill.)
..... comm. 188 (juill.)
..... comm. 189 (juill.)
..... comm. 190 (juill.)
..... comm. 191 (juill.)
..... comm. 192 (juill.)
..... comm. 193 (juill.)
..... comm. 194 (juill.)
..... comm. 195 (juill.)
..... comm. 196 (juill.)
- CCP Executive Session (ESMA) comm. 228 (sept.)
- Distribution de CFDs et autres produits spéculatifs aux particuliers (Prestataires de services d'investissement) comm. 229 (sept.)
- Sanction ESMA (Agences de notation de crédit) comm. 230 (sept.)

- Limites de position (Instruments dérivés sur matières premières) comm. 231 (sept.)
- Projets de réforme (Contreparties centrales) comm. 232 (sept.)
- Notion de réception et transmission d'ordres (Services d'investissement) comm. 273 (nov.)
- Concept de TOTV (Transparence) comm. 274 (nov.)

Alexandre BORDENAVE, CMS Bureau Francis Lefebvre

- Le modèle LMA après la réforme du droit des contrats (Crédit syndiqué) dossier 25 (juill.)

François BOUCARD, docteur en droit, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation

- EBA : recours (Intérêt légitime) comm. 47 (mars)
- BCE : recours (Politique monétaire) comm. 48 (mars)
- ACPR : recours (Retrait d'agrément) comm. 59 (mars)
- Légalité et proportionnalité de sanctions prononcées par l'AMF (Sanctions AMF) comm. 145 (juill.)
- Supervision des établissements de moindre importance : articulation des compétences de la BCE et des autorités compétentes nationales (Supervision bancaire) comm. 146 (juill.)
- Le plan d'action de la Commission européenne relatif aux services financiers pour les consommateurs (Union des marchés de capitaux) comm. 147 (juill.)
- Consultation sur les autorités européennes de surveillance du système européen de supervision financière (ABE, AEMF et AEAPP) (Supervision financière) comm. 234 (nov.)
- Régime juridique des actes délégués (Supervision financière) comm. 235 (nov.)
- Vers une « dé-surtransposition » des directives en matière financière ? (Transposition de directive) comm. 236 (nov.)

Gautier BOURDEAUX, maître de conférences à l'université Paris Descartes, Paris V

- Vers une régulation des FinTechs ? (Fintech) dossier 15 (mars)

Bertrand BRÉHIER, direction des Affaires Juridiques Groupe, Société Générale, maître de conférences associé à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne

- L'application des taux d'intérêts négatifs (Contrat de prêt) dossier 23 (mai)

Alban CAILLEMER DU FERRAGE, avocat à la Cour, associé

- L'impact du Brexit sur les infrastructures de marché (Brexit) dossier 37 (nov.)

Nicolas CATELAN, maître de conférences AMU, LDPSC EA-4690

- FinTech et droit pénal : une répression entre régulation et dématérialisation (Fintech) dossier 10 (janv.)

Claire-Marine COSTA-DE JONCKHEERE, avocat au Barreau de Paris

- Default Interest under ISDA and French Master Agreements - Lessons from the Lehman « Waterfall II » Application (ISDA) études 1 (janv.)

Nicolas CUNTZ, avocat à la Cour

- Réforme de la prescription pénale : le temps se couvre pour les abus de marché (Abus de marché) études 11 (mai)

Frédéric DANOS, maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

- La validité de la clause valeur-monnaie étrangère dans un contrat de prêt interne conclu par un

banquier (<i>Banque</i>).....	études 15 (mai)	de prêt).....	dossier 21 (mai)
Olivier DEBAT , professeur agrégé à l'université Toulouse 1 Capitole, avocat au barreau de Toulouse, co-directeur scientifique de la Revue fiscale du patrimoine		Marie GILLOUARD , responsable Droit européen, Fédération bancaire française	
• Plan d'épargne en actions : l'exclusion des titres « acquis à soi-même » ou auprès des proches (<i>Compte de titres</i>).....	alerte 14 (mars)	• La proposition de directive « restructuration des entreprises » : attention à ne pas remettre en cause ce qui fonctionne bien en France (<i>Restructuration des entreprises</i>).....	comm. 94 (mars)
• Regard sur la transparence, le nouveau dogme mondial en droit fiscal ? (<i>Fiscalité internationale</i>).....	alerte 42 (juill.)	• La réglementation européenne des clauses abusives à la rescousse des emprunteurs immobiliers espagnols (<i>Contrat de prêt</i>).....	comm. 95 (mars)
Jean-Christophe DEVOUGE , avocat à la Cour		• Plan d'action relatif aux services financiers pour les consommateurs (<i>Union des marchés de capitaux</i>).....	comm. 183 (juill.)
• Oui mais... non : la cour d'appel de Paris applique avec réserve la théorie du retrait des actes administratifs en matière d'offres publiques (<i>Offre publique</i>).....	études 16 (juill.)	• Précisions sur l'usage des sites de banque en ligne (<i>Banque en ligne</i>).....	comm. 184 (juill.)
Philippe DIDIER , professeur à l'université Paris-Descartes, Sorbonne Paris Cité, membre du Centre de droit des affaires et de gestion (CEDAG)		• La révision du règlement instituant l'Autorité bancaire européenne (<i>Autorités européennes de surveillance</i>).....	comm. 265 (nov.)
• Obligations et responsabilités des plateformes de financement participatif (<i>Fintech</i>).....	dossier 13 (mars)	• Précision sur l'application du régime des clauses abusives aux prêts en devise (<i>Prêts en devise</i>).....	comm. 266 (nov.)
Jamel DJOUDI , maître de conférences HDR à l'université de Valenciennes, directeur de l'IEJ de Valenciennes		Antoine GOUËZEL , professeur à l'université de Rennes 1	
• Adéquation des produits proposés (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 21 (janv.)	• Sûretés et clauses abusives (<i>Sûretés personnelles</i>).....	études 9 (mars)
• Limites à l'exercice du droit de renonciation par le souscripteur (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 22 (janv.)	• Retour sur le prêt substitutif (<i>Contrat de prêt</i>).....	études 14 (mai)
• Devoir d'information du banquier (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 23 (janv.)	Alain GOURIO , docteur en droit, directeur juridique de la Fédération bancaire française	
• Vérifications lors du rachat d'un contrat d'assurance-vie (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 80 (mars)	• L'apport des FinTechs au droit bancaire (<i>Fintech</i>).....	dossier 16 (mars)
• Adéquation de la garantie (<i>Assurance de groupe</i>).....	comm. 81 (mars)	• La proposition de directive « restructuration des entreprises » : attention à ne pas remettre en cause ce qui fonctionne bien en France (<i>Restructuration des entreprises</i>).....	comm. 94 (mars)
• Obligation de conseil de l'intermédiaire en assurance (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 120 (mai)	• La réglementation européenne des clauses abusives à la rescousse des emprunteurs immobiliers espagnols (<i>Contrat de prêt</i>).....	comm. 95 (mars)
• Obligation d'éclairer sur les risques de défaut d'assurance (<i>Assurance emprunteur</i>).....	comm. 121 (mai)	• Plan d'action relatif aux services financiers pour les consommateurs (<i>Union des marchés de capitaux</i>).....	comm. 183 (juill.)
• Qualification du contrat (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 122 (mai)	• Précisions sur l'usage des sites de banque en ligne (<i>Banque en ligne</i>).....	comm. 184 (juill.)
• Expérience du client et adéquation des produits proposés (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 123 (mai)	• La révision du règlement instituant l'Autorité bancaire européenne (<i>Autorités européennes de surveillance</i>).....	comm. 265 (nov.)
• Faculté de renonciation et abus (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 167 (juill.)	• Précision sur l'application du régime des clauses abusives aux prêts en devise (<i>Prêts en devise</i>).....	comm. 266 (nov.)
• Faculté de résiliation (<i>Assurance de groupe</i>).....	comm. 168 (juill.)	Benjamin GUILLEMINOT , CMS Bureau Francis Lefebvre	
• Clause bénéficiaire (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 213 (sept.)	• Le modèle LMA après la réforme du droit des contrats (<i>Crédit syndiqué</i>).....	dossier 25 (juill.)
• Contrat d'assurance-vie : caractère abusif de l'exercice de la faculté de renonciation prorogée (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 250 (nov.)	Alexander H. TURK , professor of Law, Dickson Poon School of Law, King's College London, United Kingdom	
• L'emprunteur ne peut résilier son adhésion au contrat d'assurance groupe (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 251 (nov.)	• From the Referendum to the Negotiation Process (<i>Brexit</i>).....	dossier 35 (nov.)
• En cas de délégation d'assurance, la banque n'est pas débitrice d'une obligation d'information relativement au contrat d'assurance choisi par l'emprunteur (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 252 (nov.)	Laurent HECKETSWEILER , maître de conférences en Histoire du droit	
Rudolf EFREMOV , juriste		• L'intérêt, le dividende : des fruits ? Quelques réponses de droit comparé dans le temps (<i>Fruit civil</i>).....	études 8 (mars)
• Le financement et la cession de dette (<i>Cession de dette</i>).....	études 7 (mars)	Jérôme HERBET , avocat associé	
• MIF 2 et la gouvernance produits (<i>MIF 2</i>).....	dossier 31 (sept.)	• Dans quelle mesure la réglementation bancaire et financière française et européenne est-elle applicable aux établissements monégasques ? (<i>Droit monégasque</i>).....	études 5 (mars)
Benoît FOURNIER , CMS Bureau Francis Lefebvre		Caroline HOUIN-BRESSAND , professeur à l'université Paris 2	
• Le modèle LMA après la réforme du droit des contrats (<i>Crédit syndiqué</i>).....	dossier 25 (juill.)	• Compensation d'une créance postérieure non privilégiée (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 89 (mars)
Cheik GALOKHO , docteur en droit		• Contenu de la déclaration des créances (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 90 (mars)
• La liberté d'entreprise face aux plans préventifs de redressement et de résolution bancaires (<i>Liberté d'entreprise</i>).....	études 27 (nov.)		
Simona GHERGHINA , professeur, Faculté de Droit			
• Les conséquences des prêts en francs suisses dans les pays de l'Est. L'exemple de la Roumanie (<i>Contrat</i>			

• Vérification des créances (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 91 (mars)	Florence KLOCK, responsable juridique Financement immobilier, Natixis	• Comment gérer les transferts des sûretés postérieurement à la réforme ? (<i>Crédit syndiqué</i>).....	dossier 27 (juill.)
• Admission des créances d'intérêts (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 92 (mars)			
• Condition de l'appel contre la décision du juge-commissaire (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 93 (mars)			
• Action en annulation du paiement d'une créance antérieure (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 130 (mai)	Denis de LA BURGADE, docteur en droit, avocat au barreau de Paris	• La notification des griefs par l'Autorité des marchés financiers (<i>Marchés financiers</i>).....	études 25 (sept.)
• Avertissement d'avoïr à déclarer (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 131 (mai)			
• Admission de la créance d'indemnité de recouvrement (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 132 (mai)	Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE, maître de conférences HDR, université de Strasbourg	• Opérations de défiscalisation et responsabilité du banquier (<i>Responsabilité du banquier</i>).....	dossier 22 (mai)
• Cession de créance et nullité de la période suspecte (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 133 (mai)		• Retour sur une jurisprudence attentatoire au monopole bancaire (<i>Monopole bancaire</i>).....	alerte 1 (janv.)
• Déclaration de créance (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 179 (juill.)		• Enfin un encadrement des clauses de domiciliation de revenus en matière de crédit immobilier (<i>Crédit immobilier</i>).....	alerte 41 (juill.)
• Sanction de la déclaration irrégulière (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 180 (juill.)			
• Revendication et condition de l'existence en nature du bien (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 181 (juill.)	Anne-Valérie LE FUR, professeur à l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines	• Les nouveaux services de crédit alternatif : la pratique du peer to peer lending ou l'uberisation du crédit (<i>Crédit</i>).....	dossier 7 (janv.)
• Portée de la dispense de revendication en présence d'un contrat publié (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 182 (juill.)			
• Déclaration de la créance de la caution (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 220 (sept.)	Hervé LE NABASQUE, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université de Paris I (Panthéon-Sorbonne)	• Le déclin annoncé de la masse des obligataires (<i>Obligations</i>).....	repère 3 (mai)
• Déclaration des créances et extension de procédure (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 221 (sept.)		• Personnalité des délits et des peines et ne bis in idem : la chambre criminelle résiste encore et toujours ! (<i>Ne bis in idem</i>).....	repère 6 (nov.)
• Discussion des créances et réponse du créancier (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 222 (sept.)			
• Concours des instances tendant à la constatation et à la liquidation d'une créance (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 263 (nov.)	Nicolas LEBLOND, maître de conférences, université de Valenciennes IDP EA1384	• Contrats d'assurance successifs (<i>Assurance de responsabilité</i>).....	comm. 247 (nov.)
• Résiliation d'un contrat de crédit-bail en cours (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 264 (nov.)		• Souscrire à un contrat collectif ne signifie pas adhérer à la société mutuelle (<i>Contrat collectif d'assurance</i>).....	comm. 248 (nov.)
			• Représentation des coassureurs (<i>Coassurance</i>).....	comm. 249 (nov.)
Karine IMBROSCIANO, partner, avocat au Barreau de Paris et Solicitor				
• Default Interest under ISDA and French Master Agreements - Lessons from the Lehman « Waterfall II » Application (<i>ISDA</i>).....	études 1 (janv.)	Dominique LEGAIS, professeur à l'université René Descartes, Sorbonne Paris Cité, directeur du CEDAG	• L'apport des FinTechs au droit bancaire (<i>Fintech</i>).....	dossier 1 (janv.)
Richard JADOT, avocat associé du cabinet HFW			• L'apport de la Blockchain au droit bancaire (<i>Fintech</i>).....	dossier 5 (janv.)
• Financement des énergies renouvelables : un nécessaire sur-mesure contractuel (<i>Énergies renouvelables</i>).....	meilleure pratique 5 (sept.)		• L'apport des FinTechs au droit bancaire (<i>Fintech</i>).....	dossier 11 (mars)
Laurent JOBERT, docteur en droit, avocat associé Veil Jourde			• Le droit bancaire et financier menacé ou conforté par les nouvelles technologies ? (<i>Fintech</i>).....	repère 2 (mars)
• Le say on pay juridiquement contraignant. L'affaire Renault, suite et fin. (<i>Loi Sapin 2</i>).....	comm. 32 (janv.)		• Open Banking : menace ou opportunité pour les banques ? (<i>Open banking</i>).....	repère 5 (sept.)
• Réforme du Code de gouvernement d'entreprise Middledent (<i>CODE DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE MIDDLENEXT</i>).....	comm. 35 (janv.)		• Cautionnement (<i>Mention manuscrite</i>).....	comm. 67 (mars) comm. 68 (mars) comm. 69 (mars)
Franck JULIEN, docteur en Droit			• Cautionnement et proportionnalité (<i>Mention manuscrite</i>).....	comm. 70 (mars)
• Financement de l'infrastructure spatiale et attentes des partenaires financiers externes (<i>Financement</i>).....	études 4 (janv.)		• Cautionnement (<i>Caution avertie</i>).....	comm. 71 (mars) comm. 72 (mars) comm. 73 (mars)
Sandra KAHN, avocat			• Assouplissement de l'exigence de respect de l'intérêt social par une SCI (<i>Appréciation de la proportionnalité</i>).....	comm. 74 (mars)
• Brexit : les perspectives offertes par MIF 2 aux entreprises d'investissement britanniques (<i>MIF 2</i>).....	dossier 32 (sept.)		• Cautionnement (<i>Garantie autonome</i>).....	comm. 75 (mars) comm. 76 (mars)
Arut KANNAN, avocat au barreau de Paris			• Privilège (<i>Sûreté réelle</i>).....	comm. 77 (mars)
• Brexit : les perspectives offertes par MIF 2 aux entreprises d'investissement britanniques (<i>MIF 2</i>).....	dossier 32 (sept.)		• Sûreté réelle pour autrui (<i>Sûreté réelle</i>).....	comm. 78 (mars)
Alain KENMONGNE SIMO, agrégé des facultés de droit			• Bonne foi (<i>Sûreté réelle</i>).....	comm. 79 (mars)
• Le mandat du contrôleur légal des comptes en zone OHADA (<i>OHADA</i>).....	études 3 (janv.)		• Dol (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 111 (mai)
Caroline KLEINER, professeur à l'université de Strasbourg, membre du CEIE (EA 7307)				
• Les prêts libellés en devises octroyés aux particuliers : l'inutile réforme ? (<i>Contrat de prêt</i>).....	dossier 20 (mai)			

- Incidences diverses du non-respect des exigences légales (*Formalisme*) **comm. 112 (mai)**
- Qualification de caution dirigeante avertie (*Cautionnement*) **comm. 113 (mai)**
- Critères d'appréciation de la proportionnalité (*Cautionnement*) **comm. 114 (mai)**
- Bénéfice de subrogation (*Cautionnement*) **comm. 115 (mai)**
- Rôle du juge de l'exécution (*Cautionnement*) **comm. 116 (mai)**
- Sûreté réelle pour autrui (*Sûreté réelle*) **comm. 117 (mai)**
- Droit de rétention (*Sûreté réelle*) **comm. 118 (mai)**
- Agent des sûretés (*Fiducie*) **comm. 119 (mai)**
- Cautionnement constaté par jugement homologué (*Cautionnement*) **comm. 157 (juill.)**
- Portée de la garantie fournie par BPI France (ex Oseo) (*Cautionnement*) **comm. 158 (juill.)**
- Caution avertie (*Cautionnement*) **comm. 159 (juill.)**
- Mentions (*Cautionnement*) **comm. 160 (juill.)**
- Cause (*Cautionnement*) **comm. 161 (juill.)**
- Dettes nées après la fusion-absorption (*Cautionnement*) **comm. 162 (juill.)**
- Distinction du cautionnement et de l'engagement solidaire (*Garantie personnelle*) **comm. 163 (juill.)**
- Aval (*Billet à ordre*) **comm. 164 (juill.)**
- Portée de la garantie autonome consentie par un franchiseur (*Garantie autonome*) **comm. 165 (juill.)**
- Nantissement de matériel et d'outillage (*Procédure collective*) **comm. 166 (juill.)**
- Devoir de mise en garde (*Cautionnement*) **comm. 208 (sept.)**
- Qualité de non avertie du dirigeant (*Cautionnement*) **comm. 209 (sept.)**
- Prescription (*Cautionnement*) **comm. 210 (sept.)**
- Proportionnalité (*Cautionnement*) **comm. 211 (sept.)**
- Cause (*Cautionnement*) **comm. 212 (sept.)**
- Notion de créancier professionnel (*Cautionnement*) **comm. 242 (nov.)**
- Cautionnement consenti par une SCI (*Cautionnement*) **comm. 243 (nov.)**
- Sous-traitance (*Cautionnement*) **comm. 244 (nov.)**
- Privilège de pluviôse (*Sûretés*) **comm. 245 (nov.)**
- Hypothèque (*Hypothèque*) **comm. 246 (nov.)**

Emmanuelle LEROY, avocate au Barreau de Paris

- Financement en France, vent de réformes et horizons nouveaux (*Financement*) **meilleure pratique 7 (nov.)**

Paul LUTZ, avocat au barreau de Strasbourg, cabinet ASA – Avocats associés

- Un TEG exact (*TEG*) **études 13 (mai)**

Nathalie MARTIAL-BRAZ, professeur de droit privé université de Franche-Comté CRJFC - CEDAG

- L'apport du numérique au droit bancaire : l'émergence des FinTechs (*Fintech*) **dossier 2 (janv.)**

Julien MARTIN, agrégé des facultés de droit, professeur de droit public, université de Bordeaux

- La procédure de mise sous tutelle de certains crédits-baux conclus par les établissements de santé (*Personnes publiques*) **comm. 110 (mai)**
- La disparition de l'autorisation préalable des emprunts locaux réalisés par voie de souscription publique (*Passation*) **comm. 205 (sept.)**
- Illégalité de l'obligation de souscrire l'emprunt et le produit de couverture auprès du même établissement pour bénéficier de l'aide au remboursement (*EXECUTION*) **comm. 206 (sept.)**

- Précisions sur l'aide au remboursement anticipé ou à l'échéance des emprunts toxiques (*Passation*) **comm. 207 (sept.)**

Nicolas MATHEY, professeur à l'université Paris Descartes Sorbone Paris Cité, membre du CEDAG

- Vers une régulation des FinTechs ? (*Fintech*) **dossier 15 (mars)**
- Crédit à la consommation (*Contrat de crédit*) **comm. 4 (janv.)**
- TEG erroné (*Taux effectif global*) **comm. 5 (janv.)**
- TEG : composition et sanction (*Taux effectif global*) **comm. 6 (janv.)**
- TEG erroné (*Taux effectif global*) **comm. 7 (janv.)**
comm. 8 (janv.)
- Déchéance du terme (*CREDIT IMMOBILIER*) **comm. 9 (janv.)**
- Prescription biennale (*CREDIT IMMOBILIER*) **comm. 10 (janv.)**
- Régulateur : statut de l'ACPR (*Statut de l'ACPR*) **comm. 46 (mars)**
- Principes d'application sectoriels : droit au compte (*Droit au compte*) **comm. 49 (mars)**
- ACPR : recommandation (*Communication commerciale*) **comm. 50 (mars)**
comm. 51 (mars)
comm. 52 (mars)
- ACPR : conformité aux orientations de l'ABE en matière de rémunération (*Rémunération*) **comm. 53 (mars)**
- ACPR : conformité aux orientations de l'ABE en matière de shadow banking (*Système bancaire parallèle*) **comm. 54 (mars)**
- ACPR : mesures conservatoires (*Compte de cautionnement*) **comm. 55 (mars)**
- ACPR : sanction (*Lutte anti-blanchiment*) **comm. 56 (mars)**
comm. 57 (mars)
- ACPR : sanction et procédure (*Contentieux disciplinaire*) **comm. 58 (mars)**
- TEG erroné (*Taux effectif global*) **comm. 60 (mars)**
- TEG : prescription (*Taux effectif global*) **comm. 61 (mars)**
- Prescription biennale : application à tous services financiers (*Crédit immobilier*) **comm. 62 (mars)**
- Prescription biennale : notion de consommateur (*Crédit immobilier*) **comm. 63 (mars)**
- Prescription : activité professionnelle (*Crédit immobilier*) **comm. 64 (mars)**
- Prescription biennale : régime (*Prescription*) **comm. 65 (mars)**
- Crédit et énergie renouvelable (*Énergies renouvelables*) **comm. 66 (mars)**
- ACPR : sanction (*Fintech*) **comm. 106 (mai)**
- Clause abusive et prêt immobilier en devise (*Crédit immobilier*) **comm. 107 (mai)**
- Prescription biennale : notion de consommateur (*Crédit immobilier*) **comm. 108 (mai)**
- Prescription biennale : prêt viager hypothécaire (*Prêt viager hypothécaire*) **comm. 109 (mai)**
- Forclusion biennale et saisine de la commission de surendettement (*Surendettement*) **comm. 148 (juill.)**
- Forclusion biennale (*Crédit à la consommation*) **comm. 149 (juill.)**
- Crédit à la consommation : taille de la police (*Crédit à la consommation*) **comm. 150 (juill.)**
- Crédit immobilier : prescription biennale (*Crédit immobilier*) **comm. 151 (juill.)**
- Crédit relais et devoir de mise en garde (*Crédit immobilier*) **comm. 152 (juill.)**
- Crédit et énergie renouvelable (*Crédit affecté*) **comm. 153 (juill.)**
- Crédit à la consommation : vérification de la solvabilité (*Crédit à la consommation*) **comm. 154 (juill.)**
- Crédit à la consommation : soumission volontaire (*Crédit à la consommation*) **comm. 155 (juill.)**

• Déchéance du terme : mise en demeure (<i>Crédit à la consommation</i>).....	comm. 156 (juill.)	• Impartialité et loyauté de la procédure (<i>Autorité des marchés financiers</i>).....	comm. 271 (nov.)
• ACPR : recommandation (<i>Bonnes pratiques professionnelles</i>).....	comm. 200 (sept.)	• Résistance de la chambre criminelle (<i>Cumul de sanctions</i>).....	comm. 272 (nov.)
• ACPR : Fintech (<i>Fintech</i>).....	comm. 201 (sept.)	• Interdiction de la publicité relative à certains contrats financiers hautement spéculatifs et risqués (<i>Contrats financiers</i>).....	alerte 12 (mars)
• ACPR : sanctions (<i>Contrôle interne</i>).....	comm. 202 (sept.) comm. 203 (sept.) comm. 204 (sept.)	• Alerte sur les « Initial Coin Offerings » ! (<i>Blockchain</i>).....	alerte 65 (nov.)
• Forclusion et administration de la preuve (<i>Crédit à la consommation</i>).....	comm. 237 (nov.)	Christophe PERCHET, avocat à la cour	
• Destination du prêt et déchéance (<i>Crédit à la consommation</i>).....	comm. 238 (nov.)	• Oui mais... non : la cour d'appel de Paris applique avec réserve la théorie du retrait des actes administratifs en matière d'offres publiques (<i>Offre publique</i>).....	études 16 (juill.)
• Prescription biennale : exclusion des personnes morales (<i>Crédit immobilier</i>).....	comm. 239 (nov.)	Ariane PÉRIN-DUREAU, maître de conférences à l'université Panthéon-Sorbonne (Paris 1)	
• Prescription biennale et renégociation (<i>Crédit immobilier</i>).....	comm. 240 (nov.)	• L'encadrement des crédits structurés par le droit bancaire (<i>Crédits structurés</i>).....	dossier 18 (mai)
• Prescription biennale et droit transitoire (<i>Crédit immobilier</i>).....	comm. 241 (nov.)	Romain PERRY, chargé d'enseignement à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, avocat au barreau de Paris, fondateur d'ANDCO Avocats	
Julien MOREAU, avocat		• L'externalisation des données des FinTechs : les risques du Cloud (<i>Fintech</i>).....	dossier 9 (janv.)
• Contrats financiers négociés de gré à gré : responsabilité du prestataire de services d'investissement en matière d'opérations de couverture « à prime nulle » (<i>Marché financier</i>).....	études 22 (sept.)	Marc PERRONE, avocat associé, Linklaters	
Juliette MOREL-MAROGER, maître de conférences HDR à l'université Paris-Dauphine-PSL Research University, co-directrice du Master Droit international et européen des affaires		• Le statut des prestataires de services d'investissement anglais après le Brexit (<i>Brexit</i>).....	dossier 38 (nov.)
• L'apport des FinTechs au droit bancaire : les nouveaux risques (<i>Fintech</i>).....	dossier 8 (janv.)	Stéphane PIÉDELIÈVRE, professeur à l'université Paris-Est	
Anne-Catherine MULLER, agrégée des facultés de droit, professeur à l'université de Paris 1		• Pouvoirs des commissions de surendettement et du juge (<i>Surendettement</i>).....	comm. 24 (janv.)
• L'ESMA précise le régime de l'information privilégiée et du différé de publication (<i>Information privilégiée</i>).....	comm. 99 (mars)	• Plan conventionnel de redressement et mise en demeure (<i>Surendettement</i>).....	comm. 25 (janv.)
• Transposition de la directive MIF II (<i>Marchés-PSI</i>).....	comm. 134 (mai)	• Mauvaise foi et déclarations mensongères (<i>Surendettement</i>).....	comm. 26 (janv.)
• Règlements d'exécution de la Commission (<i>MIF 2</i>).....	comm. 227 (sept.)	• Hypothèque judiciaire conservatoire et dénonciation (<i>Mesures conservatoires</i>).....	comm. 27 (janv.)
• Règlement Prospectus, Règlement 2017/1129 du 14 juin 2017 : JOUE n° L 168, 30 juin 2017, p. 12 (<i>Marchés financiers</i>).....	comm. 275 (nov.)	• Hypothèque judiciaire conservatoire et radiation (<i>Mesures conservatoires</i>).....	comm. 28 (janv.)
Aïssata N'DIAYE, avocate au barreau de New-York, élève-avocate		• Jugement d'orientation et demandes du débiteur (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 29 (janv.)
• Les acteurs financiers à l'épreuve de la réglementation sur les appels de marge (<i>EMIR</i>).....	études 19 (juill.)	• Liquidateur et opposabilité (<i>Déclaration d'insaisissabilité</i>).....	comm. 30 (janv.)
Maurice NUSSENBAUM, professeur à l'université Paris Dauphine, expert financier agréé par la Cour de cassation, expert du Club des Juristes		• Distribution du prix et délai de notification du projet (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 82 (mars)
• Le préjudice du temps qui passe : approche économique des intérêts moratoires et compensatoires (<i>Intérêts moratoires</i>).....	études 26 (nov.)	• Distribution amiable et homologation (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 83 (mars)
Pauline PAILLER, agrégée des facultés de droit, professeur à l'université de Reims Champagne-Ardenne, Laboratoire CEJESCO		• Conditions d'ouverture et actifs immobiliers (<i>Surendettement</i>).....	comm. 84 (mars)
• L'intermédiation en question (<i>Fintech</i>).....	dossier 12 (mars)	• Remise de dettes et égalité des créanciers (<i>Surendettement</i>).....	comm. 85 (mars)
• Le nouveau statut de lanceur d'alerte (<i>Loi Sapin 2</i>).....	comm. 41 (janv.)	• Avis à tiers détenteur et reprise de la procédure (<i>Saisie des rémunérations</i>).....	comm. 86 (mars)
• Réforme de la prescription en matière pénale (<i>Prescription</i>).....	comm. 98 (mars)	• Procès-verbal de conciliation et nature juridique (<i>Saisie des rémunérations</i>).....	comm. 87 (mars)
• Coopération multilatérale (<i>Abus de marché</i>).....	comm. 140 (mai)	• Pluralité de saisie et décompte (<i>Saisie-attribution</i>).....	comm. 88 (mars)
• Les sanctions administratives à l'épreuve des principes de légalité et de proportionnalité (<i>Infractions et Sanctions</i>).....	comm. 225 (sept.)	• Exécution d'un jugement et intérêts (<i>Titre exécutoire</i>).....	comm. 124 (mai)
• Manipulation de cours et confirmation du manquement par l'entreprise de marché à ses obligations professionnelles (<i>Trading à haute fréquence</i>).....	comm. 226 (sept.)	• Pluralité de titre et prescription (<i>Titre exécutoire</i>).....	comm. 125 (mai)
		• Juge de l'exécution et responsabilité (<i>Saisie-attribution</i>).....	comm. 126 (mai)
		• Prescription et activité professionnelle (<i>Saisie-attribution</i>).....	comm. 127 (mai)
		• Commandement de payer et caducité (<i>Saisie-vente</i>).....	comm. 128 (mai)
		• Juge de l'exécution et résolution de la vente (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 129 (mai)

- Immunité des États étrangers et limites (*Mesures d'exécution forcée*) **comm. 169 (juill.)**
- Pouvoir de la commission et pouvoir du juge (*Surendettement*) **comm. 170 (juill.)**
- Bonne foi et omission d'une dette (*Surendettement*) **comm. 171 (juill.)**
- Bonne foi et nouvelle demande (*Surendettement*) **comm. 172 (juill.)**
- Ouverture de la procédure et délai de forclusion (*Surendettement*) **comm. 173 (juill.)**
- Activité professionnelle et société (*Surendettement*) **comm. 174 (juill.)**
- Vente amiable et prix (*Saisie immobilière*) **comm. 175 (juill.)**
- Radiation du commandement et appel (*Saisie immobilière*) **comm. 176 (juill.)**
- Créance et détermination par le juge (*Saisie immobilière*) **comm. 177 (juill.)**
- Titre exécutoire et consultation du fichier FICOBA (*Mesures conservatoires*) **comm. 178 (juill.)**
- Commandement et prescription (*Saisie-vente*) **comm. 214 (sept.)**
- Délai pour saisir et abus de droit (*Saisie-attribution*) **comm. 215 (sept.)**
- Médiation et introduction de la procédure (*Saisie immobilière*) **comm. 216 (sept.)**
- Créancier et contestation (*Saisie immobilière*) **comm. 217 (sept.)**
- Continuation des poursuites et frais (*Saisie immobilière*) **comm. 218 (sept.)**
- Vente amiable et frais de poursuite (*Saisie immobilière*) **comm. 219 (sept.)**
- Procédure collective et action du créancier (*Déclaration d'insaisissabilité*) **comm. 253 (nov.)**
- Preuve d'une créance et principe du contradictoire (*Surendettement*) **comm. 254 (nov.)**
- Mesures d'expulsion et suspension (*Surendettement*) **comm. 255 (nov.)**
- Dividendes et décision de distribution (*Saisie-attribution*) **comm. 256 (nov.)**
- Délai de péremption et suspension (*Saisie immobilière*) **comm. 257 (nov.)**
- Jugement d'orientation et irrégularité (*Saisie immobilière*) **comm. 258 (nov.)**
- Déclaration des créances et créance non exigible (*Saisie immobilière*) **comm. 259 (nov.)**
- Jugement d'orientation et autorité de la chose jugée (*Saisie immobilière*) **comm. 260 (nov.)**
- Publication du commandement et hypothèque judiciaire (*Saisie immobilière*) **comm. 261 (nov.)**
- Pouvoirs du juge de l'exécution et homologation d'une transaction (*Titre exécutoire*) **comm. 262 (nov.)**

Yannick PIETTE, avocat à la Cour - Associé

- Recours contre les décisions de conformité de l'AMF (*Offre publique d'achat et d'échange*) **comm. 135 (mai)**
- Recours en annulation d'une décision de conformité de l'AMF (*Offre publique d'achat*) **comm. 136 (mai)**

Olivier POINDRON, juriste

- Contrats financiers négociés de gré à gré : responsabilité du prestataire de services d'investissement en matière d'opérations de couverture « à prime nulle » (*Marché financier*) **études 22 (sept.)**

Jean-Baptiste Poulle, avocat à la cour, Freshfields Bruckhaus Deringer

- MIF 2 et la gouvernance produits (*MIF 2*) **dossier 31 (sept.)**

Michel PRADA, président de l'IFRS Foundation

- Brexit : du référendum à la négociation (*Brexit*) **dossier 34 (nov.)**

André PRÜM, professeur à l'Université de Nancy II, responsable du Laboratoire de Droit économique du Centre de recherche public-Centre universitaire (Luxembourg)

- Brexit : Options for banks from the UK to access the EU market (*Brexit*) **dossier 36 (nov.)**

Isabelle RENARD, docteur ingénieur, avocat, associé Racine

- Fonctionnement de la Blockchain - Compatibilité avec un environnement réglementé : que peut-on et que doit-on réglementer dans une Blockchain ? (*Fintech*) **dossier 3 (janv.)**

Isabelle RIASSETTO, professeur à l'université du Luxembourg

- La séparation du régime juridique des sociétés de gestion de portefeuille de celui des entreprises d'investissement (*Gestion de portefeuille*) **études 17 (juill.)**
- Loi Sapin 2 - Mécanismes de plafonnement temporaire des rachats (« gates ») dans les fonds d'investissement ouverts (*Loi Sapin 2*) **comm. 38 (janv.)**
- Loi Sapin 2 - Nominee à la française (*Loi Sapin 2*) **comm. 39 (janv.)**
- Loi Sapin 2 - Modifications apportées à la société de libre partenariat (*Loi Sapin 2*) **comm. 40 (janv.)**
- Travail à distance dans la gestion collective (*Gestion collective*) **comm. 96 (mars)**
- Connaître son client (*Gestion individuelle*) **comm. 139 (mai)**
- Tenue des assemblées générales des SICAV (*Gestion collective*) **comm. 186 (juill.)**
- Règlement européen sur les fonds monétaires (*Gestion collective*) **comm. 224 (sept.)**
- Conditions d'éligibilité de titres « en instance de cotation » (*Gestion individuelle*) **comm. 268 (nov.)**
- Gestion de la liquidité (*Gestion collective*) **comm. 269 (nov.)**
- Un nouveau fonds d'épargne salariale : le « FCPE français » (*Gestion collective*) **comm. 270 (nov.)**

Louis-Nicolas RICARD, rédacteur en chef

- Remise du rapport 2016 de l'Observatoire des délais de paiement (*Délais de paiement*) **alerte 17 (mars)**
- Trophées du Crowdfunding (*Crowdfunding*) **alerte 18 (mars)**
- La BCE publie des lignes directrices à l'intention des banques concernant le traitement des prêts non performants (*Prêts non performants*) **alerte 19 (mars)**
- Chiffres 2016 du paiement sans contact (*Moyen de paiement*) **alerte 20 (mars)**
- Mise à jour par l'ABE du calendrier des tests de résistance à l'échelle de l'Union européenne pour 2018 (*ABE*) **alerte 21 (mars)**
- L'ANSSI partenaire du Forum Fintech (*Fintech*) **alerte 22 (mars)**
- MIF 2 : l'ESMA met à jour les « Questions-Réponses » concernant les données de référence sur les instruments financiers (*Instruments financiers*) **alerte 23 (mars)**
- AMF : guide relatif aux interventions des émetteurs cotés sur leurs propres titres et aux mesures de stabilisation (*Sociétés cotées*) **alerte 24 (mars)**
- Publication par l'AMF d'une étude sur les comportements des traders à haute fréquence (*Trading à haute fréquence*) **alerte 25 (mars)**
- Dispositif de sortie des emprunts à risque des collectivités locales : résultats atteints (*Personnes publiques*) **alerte 26 (mars)**
- « Cracks in the city ? » - Le Brexit et la sécurité des contrats financiers (*Brexit*) **alerte 30 (mai)**
- Brexit : Quelles perspectives en matière bancaire et financière ? (*Brexit*) **alerte 31 (mai)**
- La réforme des abus de marché : surveiller, prévenir et punir (*Abus de marché*) **alerte 32 (mai)**
- Plus de 2 200 milliards d'euros de crédit : les banques moteurs de la croissance de l'économie

française (<i>Crédit aux entreprises</i>).....	alerte 33 (mai)	• Programme de travail 2018 de l'ABE (<i>ABE</i>).....	alerte 74 (nov.)
• Développement des émissions obligataires : publication de l'ordonnance (<i>Obligations</i>).....	alerte 34 (mai)	• Annonces de la Commission européenne sur la finalisation de l'Union bancaire d'ici à 2018 (<i>Union bancaire</i>).....	alerte 75 (nov.)
• Bilan 2016 de l'AFD (<i>Développement</i>).....	alerte 35 (mai)	• BCE : bonne gestion du risque de taux par les banques européennes (<i>Supervision</i>).....	alerte 76 (nov.)
• ANSSI : Mise à jour du processus de qualification de produits et services de sécurité (<i>Produits et services de sécurité</i>).....	alerte 36 (mai)	• MIF 2 : consultation de l'AMF sur les Livres III et V de son Règlement général (<i>MIF 2</i>).....	alerte 77 (nov.)
• ESA : Traductions officielles des lignes directrices finales sur la supervision axée sur les risques dans le cadre de la quatrième directive sur le blanchiment d'argent (<i>LAB FT</i>).....	alerte 37 (mai)	• Entretiens de l'AMF 2017 : le devenir de la régulation financière dans l'Europe post-Brexit (<i>Crypto-monnaies</i>).....	alerte 78 (nov.)
• Création de fonds de pension et adaptation des régimes de retraite supplémentaire en unité de rente (<i>Retraite professionnelle supplémentaire</i>).....	alerte 38 (mai)	• Vote des actionnaires en assemblées générales : l'AMF fait évoluer sa doctrine et annonce la mise en place d'un groupe de travail (<i>Sociétés cotées</i>).....	alerte 79 (nov.)
• CNIL : Rapport annuel 2016 (<i>CNIL</i>).....	alerte 39 (mai)	• Conférence de l'ESMA 2017 (<i>ESMA</i>).....	alerte 80 (nov.)
• Évolution du régime de l'intermédiation en biens divers (<i>Intermédiation en bien divers</i>).....	alerte 40 (mai)	• AMF : 10 ^e colloque de la Commission des sanctions (<i>AMF</i>).....	alerte 81 (nov.)
• Réactions à la mobilisation des pouvoirs publics pour renforcer l'attractivité de la Place de Paris (<i>Brexit</i>).....	alerte 45 (juill.)	• Programme de travail 2018 de l'AEMF (<i>ESMA</i>).....	alerte 82 (nov.)
• AMF : Publication de la cartographie des risques 2017 (<i>AMF</i>).....	alerte 46 (juill.)		
• Changement de statut de l'AFD en droit français (<i>Supervision bancaire</i>).....	alerte 47 (juill.)	David ROBINE, professeur à l'université de Rouen (CUREJ-EA 4703), co-directeur du Centre universitaire rouennais d'études juridiques	
• Taux d'intérêts négatifs : l'Autorité des marchés financiers précise ses attentes en terme d'information à fournir par les émetteurs dans les prospectus obligataires (<i>Titre de créance</i>).....	alerte 48 (juill.)	• Le nouvel agent des sûretés français : une attrayante figure en clair-obscur (<i>Fiducie</i>).....	études 12 (mai)
• L'AMF propose des pistes de réforme du fonctionnement de l'ESMA (<i>ESMA</i>).....	alerte 49 (juill.)	• Responsabilité du créancier envers la caution pour manquement à une obligation de mise en garde : la Cour de cassation lève les obstacles (<i>Caution</i>).....	études 20 (sept.)
• Rapport annuel de l'AEMF (ESMA) 2016 (<i>ESMA</i>).....	alerte 50 (juill.)	• Adoption de la loi belge sur le crowdfunding (<i>DROIT BANCAIRE COMPARE</i>).....	comm. 31 (janv.)
• Rapport annuel de l'ABE (EBA) 2016 (<i>EBA</i>).....	alerte 51 (juill.)	Karine RODRIGUEZ, maître de conférences à l'université de Pau	
• L'Union des Marchés de Capitaux (UMC) : la FBF plaide pour une approche plus stratégique (<i>Union des marchés de capitaux</i>).....	alerte 52 (juill.)	• Contentieux bancaire et action de groupe (<i>Responsabilité du banquier</i>).....	études 2 (janv.)
• La FBE insiste sur l'enjeu de sécurité et la confidentialité des données clients dans le cadre de la DSP2 (<i>Banque</i>).....	alerte 53 (juill.)	Emilie ROGEY, avocat, Jones Day	
• ABE : des lignes directrices pour une meilleure harmonisation de la gouvernance interne des banques de l'UE (<i>ABE</i>).....	alerte 58 (sept.)	• L'annulation d'une décision de la commission des sanctions de l'AMF fondée sur un grief non notifié (<i>Commission des sanctions</i>).....	études 28 (nov.)
• L'ABE et les agences américaines concluent un accord cadre de coopération sur la résolution de la Banque (<i>ABE</i>).....	alerte 59 (sept.)	Myriam ROUSSILLE, agrégée des facultés de droit, professeur à l'université du Mans, IRJS (Sorbonne Affaires Finance)	
• L'ACPR publie deux avis de conformité sur la mise en oeuvre d'orientations de l'Autorité bancaire européenne (<i>ACPR</i>).....	alerte 60 (sept.)	• La cession de contrat au service du transfert des participations des financements syndiqués (<i>Crédit syndiqué</i>).....	dossier 26 (juill.)
• Publication d'un document de travail de l'ABE dédié aux Fintech (<i>Fintech</i>).....	alerte 61 (sept.)	• Comment gérer les transferts des sûretés postérieurement à la réforme ? (<i>Crédit syndiqué</i>).....	dossier 27 (juill.)
• Rapport d'activité Tracfin 2016 : les banques toujours plus mobilisées (<i>TRACFIN</i>).....	alerte 62 (sept.)	• Résiliation annuelle de l'assurance-emprunteur : oui, mais à quel coût ? (<i>Assurance-emprunteur</i>).....	alerte 27 (mai)
• Paris candidate à l'accueil de l'Autorité bancaire européenne (<i>Brexit</i>).....	alerte 63 (sept.)	• La fin du paiement en espèces ? Retour sur les origines d'une disgrâce (<i>Moyens de paiement</i>).....	alerte 55 (sept.)
• Entrée en application de certaines dispositions du règlement Prospectus : un dossier thématique de l'AMF (<i>Marchés financiers</i>).....	alerte 64 (sept.)	Pierre ROUX, avocat au Barreau de Paris	
• Paris accueillera l'Autorité bancaire européenne (ABE) (<i>ABE</i>).....	alerte 69 (nov.)	• Financement en France, vent de réformes et horizons nouveaux (<i>Financement</i>).....	meilleure pratique 7 (nov.)
• ABE : annonce du calendrier 2018 de Stress test européens (<i>ABE</i>).....	alerte 70 (nov.)	Géraldine ROZIER, docteur en droit	
• BCE : publication du rapport sur les structures financières (<i>BCE</i>).....	alerte 71 (nov.)	• L'AMF publie un guide relatif aux interventions des émetteurs cotés sur leurs propres titres et aux mesures de stabilisation (<i>Sociétés cotées</i>).....	alerte 15 (mars)
• Lignes directrices de l'ABE sur les procédures à suivre en cas de plainte pour violation présumée de la directive DSP 2 (<i>Services de paiement</i>).....	alerte 72 (nov.)	• L'AMF détaille le mécanisme d'interdiction de la publicité des produits les plus risqués (<i>Protection des investisseurs</i>).....	alerte 16 (mars)
• ABE : conseils aux autorités et aux institutions sur les délocalisations liées au Brexit (<i>Brexit</i>).....	alerte 73 (nov.)	• Rapport sur la fiscalité de l'épargne financière et l'orientation des investissements (<i>Épargne financière</i>).....	alerte 28 (mai)
		• Priorités de l'AMF dans le cadre de la revue d'EMIR (<i>Règlement EMIR</i>).....	alerte 29 (mai)
		• AMF : rapport annuel 2016 (<i>AMF</i>).....	alerte 43 (juill.)

- Publication de l'ordonnance relative aux marchés d'instruments financiers et à la séparation du régime juridique des sociétés de gestion de portefeuille de celui des entreprises d'investissement (*Sociétés de gestion de portefeuille*) **alerte 44 (juill.)**
- Guide de l'AMF relatif aux nouvelles modalités de financement de la recherche dans le cadre de MIF 2 (*MIF 2*) **alerte 56 (sept.)**
- QPC : communication des données de connexion aux enquêteurs de l'AMF (*AMF*) **alerte 57 (sept.)**
- AMF : consultation sur les initial coin offerings et lancement du programme UNICORN (*Blockchain*) **alerte 67 (nov.)**

Thierry SAMIN, chargé d'enseignement à l'université René Descartes (Paris V)

- Taux effectif global erroné par excès (*Taux effectif global*) **comm. 1 (janv.)**
- Principe de non-ingérence ou de non-immixtion du banquier (*Abus de faiblesse*) **comm. 2 (janv.)**
- Visite de locaux professionnels (*POUVOIRS DE CONTROLE SUR PLACE DES INSPECTEURS DE L'ACPR*) **comm. 3 (janv.)**
- Fraude aux paiements à distance par Internet : la jurisprudence de la Cour de cassation est-elle conforme à l'article L. 133-23, alinéa 2, du Code monétaire et financier ? (*Opérations de paiement en ligne*) **comm. 44 (mars)**
- Taux négatif, obligation de restitution de l'emprunteur et marge commerciale de la banque : les termes du débat judiciaire se précisent (*Taux d'intérêt variable*) **comm. 45 (mars)**
- Affaire du Crédit Martiniquais (*Fonds de garantie des dépôts et de résolution*) **comm. 104 (mai)**
- Référé mesures utiles - Documents nécessaires à l'établissement du plan de rétablissement du groupe (*Différend opposant la confédération nationale du Crédit Mutuel à Crédit Mutuel Arkéa*) **comm. 105 (mai)**
- Les prêts Helvet Immo à l'épreuve du droit consommériste (*Prêts en francs suisses*) **comm. 144 (juill.)**
- Perte du statut d'autorité administrative indépendante (*Autorité de contrôle prudentiel et de résolution*) **comm. 197 (sept.)**
- Rejet par le Tribunal de l'UE du recours formé par une banque allemande contre la décision de la BCE l'ayant qualifiée d'entité importante (*Supervision prudentielle directe par la BCE des établissements de crédit importants de la zone euro*) **comm. 198 (sept.)**
- Principe de dissociation des fonctions de président du Conseil d'administration et de directeur général (*Position de l'ACPR n° 2014-07 du 16 juin 2014 relative à la désignation des « dirigeants effectifs » au sens de l'article L. 511-13 et du 4 de l'article L. 532-2 du Code monétaire et financier*) **comm. 199 (sept.)**
- La divulgation d'un dispositif de sécurité personnalisé ne constitue-t-elle pas, per se, une négligence grave ? (*Prestataires de services de paiement*) **comm. 233 (nov.)**

Lucy SAVARY, chargée de conformité dans le domaine bancaire

- Synergie Banques-FinTechs : quand la conformité des uns dépend des autres (*Fintech*) **dossier 14 (mars)**

Yves SCHMIDT, Viguié Schmidt & Associés

- Les dirigeants peuvent-ils encore être sanctionnés pour manquement de l'émetteur à l'obligation de publication d'informations privilégiées ? (*Marchés financiers*) **études 24 (sept.)**

Agathe SOILLEUX, avocate associée, Weil, Gotshal & Manges LLP

- Offre publique d'échange et non-conformité du projet d'offre (*Offre publique d'échange*) **comm. 137 (mai)**

Nicolas SPITZ, avocat à la cour, Freshfields Bruckhaus Deringer

- MIF 2 : les nouvelles règles concernant le financement de la recherche (*Marchés financiers*) **dossier 30 (sept.)**

Michel STORCK, professeur à la faculté de droit de Strasbourg

- La séparation du régime juridique des sociétés de gestion de portefeuille de celui des entreprises d'investissement (*Gestion de portefeuille*) **études 17 (juill.)**
- Les prêts en devises étrangères : opération de crédit, prêt structuré, produit financier ou produit à risque ? (*Contrat de prêt*) **dossier 19 (mai)**
- Statut des sociétés de gestion de portefeuille (*Loi Sapin 2*) **comm. 36 (janv.)**
- Possibilité pour les fonds professionnels spécialisés (FPS), les organismes de titrisation (OT) et les fonds professionnels de capital investissement (FPCI) d'octroyer des prêts (*Loi Sapin 2*) **comm. 37 (janv.)**
- Sévères sanctions contre la société de gestion LMBO et ses dirigeants (*Sociétés de gestion*) **comm. 97 (mars)**
- Sortie forcée du salarié (*Épargne salariale*) **comm. 138 (mai)**
- Information des porteurs de parts de FCP sur les commissions d'arrangement perçues par les sociétés de gestion (*Gestion collective*) **comm. 185 (juill.)**
- Le contrôle de l'AMF sur le respect des règles énoncées dans les prospectus en matière de commissions et de frais de gestion des Fonds à formule (*Fonds à formule*) **comm. 223 (sept.)**
- Création d'une nouvelle catégorie de FIA ayant vocation à financer l'économie : les organismes de financement spécialisé (OFS) (*Organisme de financement spécialisé [OFS]*) **comm. 267 (nov.)**

Pierre STORRER, avocat au barreau de Paris, Kramer Levin Naftalis & Frankel LLP

- L'apport des FinTechs au droit des services de paiement (*Fintech*) **dossier 6 (janv.)**

Adrien TEHRANI, maître de conférences à l'université de Montpellier

- Les fiduciaires éligibles à compter du 3 janvier 2018 (*Sociétés de gestion de portefeuille*) **alerte 68 (nov.)**

Philippe THOMAS, professeur de finance ESCP Europe

- Les actions fantômes (*Action*) **études 10 (mai)**
- Les titres de dette perpétuelle (*Obligations*) **études 21 (sept.)**
- La gestion de la publicité financière par les sociétés non-cotées (*Société non-cotée*) **études 23 (sept.)**

Stéphane TORCK, professeur à l'Université Panthéon Assas Paris II, directeur de l'Institut de Droit des Affaires (IDA)

- Taux effectif global erroné par excès (*Taux effectif global*) **comm. 1 (janv.)**
- Principe de non-ingérence ou de non-immixtion du banquier (*Abus de faiblesse*) **comm. 2 (janv.)**
- Visite de locaux professionnels (*POUVOIRS DE CONTROLE SUR PLACE DES INSPECTEURS DE L'ACPR*) **comm. 3 (janv.)**
- Fraude aux paiements à distance par Internet : la jurisprudence de la Cour de cassation est-elle conforme à l'article L. 133-23, alinéa 2, du Code monétaire et financier ? (*Opérations de paiement en ligne*) **comm. 44 (mars)**
- Taux négatif, obligation de restitution de l'emprunteur et marge commerciale de la banque : les termes du débat judiciaire se précisent (*Taux d'intérêt variable*) **comm. 45 (mars)**
- Affaire du Crédit Martiniquais (*Fonds de garantie des dépôts et de résolution*) **comm. 104 (mai)**
- Référé mesures utiles - Documents nécessaires à l'établissement du plan de rétablissement du groupe (*Différend opposant la confédération nationale du*)

Crédit Mutuel à Crédit Mutuel Arkéa **comm. 105 (mai)**

• Les prêts Helvet Immo à l'épreuve du droit
consomériste (*Prêts en francs suisses*) **comm. 144 (juill.)**

• Perte du statut d'autorité administrative
indépendante (*Autorité de contrôle prudentiel et de
résolution*) **comm. 197 (sept.)**

• Rejet par le Tribunal de l'UE du recours formé par
une banque allemande contre la décision de la BCE
l'ayant qualifiée d'entité importante (*Supervision
prudentielle directe par la BCE des établissements de
crédit importants de la zone euro*) **comm. 198 (sept.)**

• Principe de dissociation des fonctions de président
du Conseil d'administration et de directeur général
(*Position de l'ACPR n° 2014-07 du 16 juin 2014
relative à la désignation des « dirigeants effectifs » au
sens de l'article L. 511-13 et du 4 de l'article L. 532-2
du Code monétaire et financier*) **comm. 199 (sept.)**

• La divulgation d'un dispositif de sécurité
personnalisé ne constitue-t-elle pas, per se, une
négligence grave ? (*Prestataires de services de
paiement*) **comm. 233 (nov.)**

Dimitra TSIACLAKANOU, docteure en droit

• Pour la non-transmission de la clause d'arbitrage au
cessionnaire (*Clause attributive*) **meilleure pratique 2 (mars)**

**Emmanuelle VICIDOMINI, avocate associée, Sekri Valentin
Zerrouk**

• Les clauses « sanctions » dans les financements,
véritable tonneau des Danaïdes pour les emprunteurs
(*Contrat de financement*) **meilleure pratique 1 (janv.)**

Marie-Paule WAGNER, avocat

• TAEG des crédits hypothécaires : la France en
infraction (*Crédit immobilier*) **études 18 (juill.)**

Dessislava ZADGORSKA, Dethomas Peltier Juvigny & Associés

• Les banques face à l'escroquerie de type Forex
(*Marché des changes*) **meilleure pratique 3 (mai)**

**Célia ZOLYNSKI, professeur à l'université Antilles-Guyane, UFR
SJE Gaudeloupe**

• Blockchain et smart contracts : premiers regards sur
une technologie disruptive (*Fintech*) **dossier 4 (janv.)**

Abus de marché

- **Réforme de la prescription pénale : le temps se couvre pour les abus de marché,**
par Nicolas CUNTZ, avocat à la Cour..... études 11 (mai)

Action

- **Les actions fantômes,**
par Philippe THOMAS, professeur de finance ESCP Europe..... études 10 (mai)

Banque

- **La validité de la clause valeur-monnaie étrangère dans un contrat de prêt interne conclu par un banquier,**
par Frédéric DANOS, maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne..... études 15 (mai)

Brexit

- **Brexit : du référendum à la négociation,**
par Michel PRADA, président de l'IFRS Foundation..... dossier 34 (nov.)
- **From the Referendum to the Negotiation Process,**
par Alexander H. TURK, professor of Law, Dickson Poon School of Law, King's College London, United Kingdom..... dossier 35 (nov.)
- **Brexit : Options for banks from the UK to access the EU market,**
par André PRUM, Professeur à l'Université de Nancy II, Responsable du Laboratoire de Droit Économique du Centre de Recherche Public-Centre universitaire (Luxembourg)..... dossier 36 (nov.)
- **L'impact du Brexit sur les infrastructures de marché,**
par Alban CAILLEMER DU FERRAGE, avocat à la Cour, associé..... dossier 37 (nov.)
- **Le statut des prestataires de services d'investissement anglais après le Brexit,**
par Marc PERRONE, avocat associé, Linklaters..... dossier 38 (nov.)

Caution

- **Responsabilité du créancier envers la caution pour manquement à une obligation de mise en garde : la Cour de cassation lève les obstacles,**
par David ROBINE, professeur à l'université de Rouen (CUREJ-EA 4703), co-directeur du Centre universitaire rouennais d'études juridiques..... études 20 (sept.)

Cession de dette

- **Le financement et la cession de dette,**
par Rudolf EFREMOV, juriste..... études 7 (mars)

Commission des sanctions

- **L'annulation d'une décision de la commission des sanctions de l'AMF fondée sur un grief non notifié,**
par Emilie ROGÉY, avocat..... études 28 (nov.)

Contrat de prêt

- **Retour sur le prêt substitutif,**
par Antoine GOUËZEL, professeur à l'université de Rennes 1..... études 14 (mai)
- **Les prêts en devises étrangères : opération de crédit, prêt structuré, produit financier ou produit à risque ?,**
par Michel STORCK, professeur à la faculté de droit de Strasbourg..... dossier 19 (mai)
- **Les prêts libellés en devises octroyés aux particuliers : l'inutile réforme ?,**
par Caroline KLEINER, doctorante à l'université Paris I (Panthéon-Sorbonne), assistante à l'université de Genève..... dossier 20 (mai)

- **Les conséquences des prêts en francs suisses dans les pays de l'Est. L'exemple de la Roumanie,**
par Simona GHERGHINA, Professeur, Faculté de Droit..... dossier 21 (mai)
- **L'application des taux d'intérêts négatifs,**
par Bertrand BRÉHIER, Direction des Affaires Juridiques Groupe, Société Générale, maître de conférences associé à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne..... dossier 23 (mai)

Crédit

- **Les nouveaux services de crédit alternatif : la pratique du peer to peer lending ou l'uberisation du crédit,**
par Anne-Valérie LE FUR, professeur à l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines..... dossier 7 (janv.)

Crédit immobilier

- **TAEG des crédits hypothécaires : la France en infraction,**
par Marie-Paule WAGNER, 199448..... études 18 (juill.)

Crédit syndiqué

- **Le modèle LMA après la réforme du droit des contrats,**
par Benoît FOURNIER, CMS Bureau Francis Lefebvre..... dossier 25 (juill.)
- **Le modèle LMA après la réforme du droit des contrats,**
par Benjamin GUILLEMINOT, CMS Bureau Francis Lefebvre..... dossier 25 (juill.)
- **Le modèle LMA après la réforme du droit des contrats,**
par Alexandre BORDENAVE, CMS Bureau Francis Lefebvre..... dossier 25 (juill.)
- **La cession de contrat au service du transfert des participations des financements syndiqués,**
par Myriam ROUSSILLE, agrégée des facultés de droit, professeur à l'université du Mans, IRJS (Sorbonne Affaires Finance)..... dossier 26 (juill.)
- **La cession de contrat au service du transfert des participations des financements syndiqués,**
par Antoine ARSAC, docteur en droit, juriste Natixis..... dossier 26 (juill.)
- **Comment gérer les transferts des sûretés postérieurement à la réforme ?,**
par Florence KLOCK, responsable juridique Financement immobilier, Natixis..... dossier 27 (juill.)
- **Comment gérer les transferts des sûretés postérieurement à la réforme ?,**
par Myriam ROUSSILLE, agrégée des facultés de droit, professeur à l'université du Mans, IRJS (Sorbonne Affaires Finance)..... dossier 27 (juill.)
- **Le nouvel agent des sûretés : une petite révolution au service des crédits syndiqués,**
par Virginie BARBIER, avocat..... dossier 28 (juill.)

Crédits structurés

- **L'encadrement des crédits structurés par le droit bancaire,**
par Ariane PÉRIN-DUREAU, maître de conférences à l'université Panthéon-Sorbonne (Paris 1)..... dossier 18 (mai)

Droit monégasque

- **Dans quelle mesure la réglementation bancaire et financière française et européenne est-elle applicable aux établissements monégasques ?,**
par Jérôme HERBET, avocat associé..... études 5 (mars)

EMIR

- **Les acteurs financiers à l'épreuve de la réglementation sur les appels de marge,**
par Aïssata N'DIAYE, avocate au barreau de New-York, élève-avocate..... études 19 (juill.)

- **Les acteurs financiers à l'épreuve de la réglementation sur les appels de marge,**
par Arnauld ACHARD, avocat associé..... études 19 (juill.)

Fiducie

- **Le nouvel agent des sûretés français : une attrayante figure en clair-obscur,**
par David ROBINE, professeur à l'université de Rouen (CUREJ-EA 4703), co-directeur du Centre universitaire rouennais d'études juridiques..... études 12 (mai)

Financement

- **Financement de l'infrastructure spatiale et attentes des partenaires financiers externes,**
par Franck JULIEN, docteur en Droit..... études 4 (janv.)

Fintech

- **L'apport du numérique au droit bancaire : l'émergence des FinTechs,**
par Nathalie MARTIAL-BRAZ, professeur de droit privé université de Franche-Comté CRJFC - CEDAG..... dossier 2 (janv.)
- **Fonctionnement de la Blockchain - Compatibilité avec un environnement réglementé : que peut-on et que doit-on réglementer dans une Blockchain ?,**
par Isabelle RENARD, docteur ingénieur, avocat, associé Racine..... dossier 3 (janv.)
- **Blockchain et smart contracts : premiers regards sur une technologie disruptive,**
par Célia ZOLYNSKI, professeur à l'université Antilles-Guyane, UFR SJE Gadeloupe..... dossier 4 (janv.)
- **L'apport de la Blockchain au droit bancaire,**
par Dominique LEGEAS, professeur à l'université René Descartes, Sorbonne Paris Cité, directeur du CEDAG..... dossier 5 (janv.)
- **L'apport des FinTechs au droit des services de paiement,**
par Pierre STORRER, avocat au barreau de Paris, Kramer Levin Naftalis & Frankel LLP..... dossier 6 (janv.)
- **L'apport des FinTechs au droit bancaire : les nouveaux risques,**
par Juliette MOREL-MAROGER, maître de conférences HDR à l'université Paris-Dauphine-PSL Research University, co-directrice du Master Droit international et européen des affaires..... dossier 8 (janv.)
- **L'externalisation des données des FinTechs : les risques du Cloud,**
par Romain PERRAY, chargé d'enseignement à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, avocat au barreau de Paris, fondateur d'ANDCO Avocats..... dossier 9 (janv.)
- **FinTech et droit pénal : une répression entre régulation et dématérialisation,**
par Nicolas CATELAN, maître de conférences AMU, LDPSC EA-4690..... dossier 10 (janv.)
- **L'intermédiation en question,**
par Pauline PAILLER, agrégée des facultés de droit, professeur à l'université de Reims Champagne-Ardenne, Laboratoire CEJESCO..... dossier 12 (mars)
- **Obligations et responsabilités des plateformes de financement participatif,**
par Philippe DIDIER, professeur à l'université Paris-Descartes, Sorbonne Paris Cité, membre du Centre de droit des affaires et de gestion (CEDAG)..... dossier 13 (mars)
- **Synergie Banques-FinTechs : quand la conformité des unes dépend des autres,**
par Lucy SAVARY, chargée de conformité dans le domaine bancaire..... dossier 14 (mars)
- **Vers une régulation des FinTechs ?,**
par Nicolas MATHEY, professeur à l'université Paris Descartes Sorbonne Paris Cité, membre du CEDAG..... dossier 15 (mars)
- **Vers une régulation des FinTechs ?,**
par Gautier BOURDEAUX, maître de conférences à l'université Paris Descartes, Paris V..... dossier 15 (mars)
- **L'apport des FinTechs au droit bancaire,**
par Alain GOURIO, docteur en droit, directeur juridique de la Fédération bancaire française..... dossier 16 (mars)

Fruit civil

- **L'intérêt, le dividende : des fruits ? Quelques réponses de droit comparé dans le temps,**
par Laurent HECKETSWEILER, maître de conférences en Histoire du droit..... études 8 (mars)

Gestion de portefeuille

- **La séparation du régime juridique des sociétés de gestion de portefeuille de celui des entreprises d'investissement,**
par Isabelle RIASSETTO, professeur à l'université du Luxembourg..... études 17 (juill.)
- **La séparation du régime juridique des sociétés de gestion de portefeuille de celui des entreprises d'investissement,**
par Michel STORCK, professeur à la faculté de droit de Strasbourg..... études 17 (juill.)

Intérêts moratoires

- **Le préjudice du temps qui passe : approche économique des intérêts moratoires et compensatoires,**
par Maurice NUSSENBAUM, professeur à l'université Paris Dauphine, expert financier agréé par la Cour de cassation, expert du Club des Juristes..... études 26 (nov.)

ISDA

- **Default Interest under ISDA and French Master Agreements - Lessons from the Lehman « Waterfall II » Application,**
par Claire-Marine COSTA-DE JONCKHEERE, Avocat au Barreau de Paris..... études 1 (janv.)
- **Default Interest under ISDA and French Master Agreements - Lessons from the Lehman « Waterfall II » Application,**
par Karine IMBROSCIANO, Partner, Avocat au Barreau de Paris et Solicitor..... études 1 (janv.)

Liberté d'entreprise

- **La liberté d'entreprise face aux plans préventifs de redressement et de résolution bancaires,**
par Cheik GALOKHO, docteur en droit..... études 27 (nov.)

Marchés financiers

- **Contrats financiers négociés de gré à gré : responsabilité du prestataire de services d'investissement en matière d'opérations de couverture « à prime nulle »,**
par Julien MOREAU, avocat..... études 22 (sept.)
- **Contrats financiers négociés de gré à gré : responsabilité du prestataire de services d'investissement en matière d'opérations de couverture « à prime nulle »,**
par Olivier POINDRON, juriste..... études 22 (sept.)
- **Les dirigeants peuvent-ils encore être sanctionnés pour manquement de l'émetteur à l'obligation de publication d'informations privilégiées ?,**
par Yves SCHMIDT, Viguié Schmidt & Associés..... études 24 (sept.)
- **Les dirigeants peuvent-ils encore être sanctionnés pour manquement de l'émetteur à l'obligation de publication d'informations privilégiées ?,**
par Quentin Bertrand, Élève-avocat à l'École de Formation des Barreaux de la Cour d'Appel de Paris - Master 2 Droit bancaire et financier & Master 2 Droit des affaires - Université Paris II Panthéon-Assas..... études 24 (sept.)
- **La notification des griefs par l'Autorité des marchés financiers,**
par Denis de LA BURGADE, docteur en droit, avocat au barreau de Paris..... études 25 (sept.)
- **MIF 2 : les nouvelles règles concernant le financement de la recherche,**
par Nicolas SPITZ, avocat à la cour, Freshfields Bruckhaus Deringer..... dossier 30 (sept.)

- **MIF 2 : les nouvelles règles concernant le financement de la recherche,**
par Jean-Jerry ANTY, avocat au barreau de Paris..... dossier 30 (sept.)

MIF 2

- **MIF 2 et la gouvernance produits,**
par Jean-Baptiste POULLE, avocat à la cour,
Freshfields Bruckhaus Deringer..... dossier 31 (sept.)
- **MIF 2 et la gouvernance produits,**
par Rudolf EFREMOV, juriste..... dossier 31 (sept.)
- **Brexit : les perspectives offertes par MIF 2 aux entreprises d'investissement britanniques,**
par Sandra KAHN, avocat..... dossier 32 (sept.)
- **Brexit : les perspectives offertes par MIF 2 aux entreprises d'investissement britanniques,**
par Arut KANNAN, avocat au barreau de Paris..... dossier 32 (sept.)

Obligations

- **Les titres de dette perpétuelle,**
par Philippe THOMAS, professeur de finance ESCP
Europe..... études 21 (sept.)

Offre publique

- **Oui mais... non : la cour d'appel de Paris applique avec réserve la théorie du retrait des actes administratifs en matière d'offres publiques,**
par Christophe PERCHET, avocat à la cour..... études 16 (juill.)
- **Oui mais... non : la cour d'appel de Paris applique avec réserve la théorie du retrait des actes administratifs en matière d'offres publiques,**
par Jean-Christophe DEVOUGE, avocat à la Cour..... études 16 (juill.)

OHADA

- **Le mandat du contrôleur légal des comptes en zone OHADA,**
par Alain KENMOGNE SIMO, agrégé des facultés de droit..... études 3 (janv.)

Responsabilité du banquier

- **Contentieux bancaire et action de groupe,**
par Karine RODRIGUEZ, maître de conférences à l'université de Pau..... études 2 (janv.)
- **Opérations de défiscalisation et responsabilité du banquier,**
par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE, maître de conférences HDR, université de Strasbourg..... dossier 22 (mai)

Société non-cotée

- **La gestion de la publicité financière par les sociétés non-cotées,**
par Philippe THOMAS, professeur de finance ESCP Europe..... études 23 (sept.)

Sûretés personnelles

- **Le sort de la garantie autonome à l'aune de la restructuration du bénéficiaire,**
par Jean-Jacques ANSAULT, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université de Rouen, CUREJ, EA4703..... études 6 (mars)
- **Sûretés et clauses abusives,**
par Antoine GOUËZEL, professeur à l'université de Rennes 1..... études 9 (mars)

TEG

- **Un TEG exact,**
par Paul LUTZ, 200202..... études 13 (mai)

A

ABE

Agences de réglementation financière	
Accord-cadre de coopération.....	alerte 59 (sept.)
Brexit	alerte 69 (nov.)
Décision	
Recours	
Intérêt légitime.....	comm. 47 (mars)
Gouvernance interne	
Lignes directrices.....	alerte 58 (sept.)
Programme de travail	alerte 74 (nov.)
Stress test	
Mise en oeuvre.....	alerte 70 (nov.)
Tests de résistance	
Méthodologie.....	alerte 21 (mars)

ABUS DE MARCHÉ

Autorités de régulation	
Coopération multilatérale.....	comm. 140 (mai)
Information privilégiée	
Instruments dérivés sur matières premières.....	comm. 42 (janv.)
Prescription en matière pénale	
Réforme.....	étude 11 (mai) comm. 98 (mars)
Réforme	
Régime	
Colloque Paris 1.....	alerte 32 (mai)
Surveillance	
Plateforme.....	alerte 5 (janv.)

ACPR

Autorité bancaire européenne	
Orientations.....	comm. 54 (mars)
Rémunérations.....	comm. 53 (mars)
Bonnes pratiques	
Assurance-emprunteur	
Effectivité.....	comm. 200 (sept.)
Communication commerciale	
Émetteur	
Contenu.....	comm. 50 (mars)
Contentieux disciplinaire	
Procédure	
Prescription.....	comm. 58 (mars)
Contrôle interne	
Intermédiaire d'assurance	
Devoir de conseil.....	comm. 202 (sept.)
Fintech	
Accompagnement	
Pédagogie.....	comm. 201 (sept.)
Régulation	
Formation.....	comm. 201 (sept.)
Lutte anti-blanchiment	
Classification des risques	
Déclaration de soupçon.....	comm. 204 (sept.)
Moyens insuffisants	
Délai de déclaration de soupçon.....	comm. 203 (sept.)
Paramétrage des outils informatiques.....	comm. 204 (sept.)
Sanction.....	comm. 203 (sept.)
Nature	
Autorité administrative indépendante (non)	
Banque de France.....	comm. 46 (mars)
Orientations	
Système bancaire parallèle	
Limite d'exposition.....	comm. 54 (mars) alerte 60 (sept.)
Orientations ABE	comm. 200 (sept.)
Recommandation	comm. 200 (sept.)
Recours d'un tiers	
Sanction	
Retrait d'agrément.....	comm. 59 (mars)

ACTION

Salariés	
Ouverture du capital	
Actions fantômes.....	étude 10 (mai)

ADMISSION DES CRÉANCES

Créance d'indemnité	
----------------------------	--

Aggravation du passif du débiteur.....	comm. 132 (mai)
--	------------------------

AGENCE DE NOTATION DE CRÉDIT

Défaut de publication de la méthodologie de notation	
Sanction du Conseil des autorités de surveillance de l'AEMF.....	comm. 230 (sept.)

AGENT DES SÛRETÉS

Crédits syndiqués	comm. 119 (mai)
--------------------------------	------------------------

AMF

Cartographie des risques	alerte 46 (juill.)
Commission des sanctions	
Colloque annuel 2017.....	alerte 81 (nov.)
Composition administrative	
Société de gestion.....	comm. 185 (juill.)
Direction de l'Instruction de la commission des sanctions	
Impartialité.....	comm. 271 (nov.)
Plateforme de surveillance	alerte 5 (janv.)
Pouvoirs de contrôle	
Procédure de communication des données de connexion	
Garanties individuelles.....	alerte 57 (sept.)
Rapport annuel 2016	alerte 43 (juill.)
Régulation	
Protection de l'épargne	
Modernisation.....	alerte 4 (janv.)

ASSURANCE

Contrat d'assurance	
Responsabilité civile	
Succession de contrats.....	comm. 247 (nov.)

ASSURANCE DE GROUPE

Relations contractuelles entre l'adhérent et l'assureur	
Résiliation.....	comm. 168 (juill.)
Responsabilité du banquier	
Obligation d'information et de conseil	
Adéquation du contrat à la situation personnelle de l'emprunteur.....	comm. 81 (mars)

ASSURANCE SUR LA VIE

Modification du bénéficiaire	
Majeur en curatelle.....	comm. 213 (sept.)

ASSURANCE-EMPRUNTEUR

Résiliation	
Faculté	
Modalités.....	alerte 27 (mai)

ASSURANCE-VIE

Banquier	
Obligation de conseil.....	comm. 23 (janv.)
EIOPA	
Stress test.....	alerte 9 (janv.)
Faculté de rachat	
Obligation de l'assureur	
Vérification de la qualité de souscripteur.....	comm. 80 (mars)
Faculté de renonciation	
Formalisme	
Exercice abusif.....	comm. 22 (janv.) comm. 167 (juill.)
Note d'information	
Intégralité des conditions générales.....	comm. 22 (janv.)
Obligation de l'assureur	
Information de l'assuré	
Note d'information.....	comm. 22 (janv.)
Obligation du prestataire de services d'investissement	
Obligation de conseil	
Conseil adapté au client.....	comm. 120 (mai)

AUTORITÉ DE CONTRÔLE PRUDENTIEL ET DE RÉOLUTION

- Nature juridique**
 - Autorité administrative indépendante (non)
 - Autorité administrative adossée à la Banque de France..... **comm. 197 (sept.)**

AUTORITÉS EUROPÉENNES DE SURVEILLANCE

- Autorités compétentes**
 - Pouvoirs d'intervention temporaire
 - Professionnels concernés..... **comm. 143 (mai)**
- Pouvoirs d'intervention temporaire**
 - Exclusion des sociétés de gestion des OPCVM et FIA..... **comm. 143 (mai)**

B

BANQUE

- Données client**
 - Confidentialité
 - web scraping..... **alerte 53 (juill.)**
- Emprunt immobilier**
 - Devise
 - Clause d'indexation..... **comm. 144 (juill.)**
- Taux d'intérêt**
 - Devoir de mise en garde
 - Manquement..... **étude 15 (mai)**

BANQUIER DISPENSATEUR DE CRÉDIT

- Responsabilité envers la caution**
 - Procédures collectives..... **étude 20 (sept.)**

BCE

- Crise grecque**
 - Gestion
 - Responsabilité..... **comm. 48 (mars)**
- Structures financières**
 - Rapport 2017..... **alerte 71 (nov.)**

BIBLIOGRAPHIE

- **alerte 12 (janv.)**
- **alerte 54 (juill.)**

BLOCKCHAIN

- Crypto-monnaies**..... **alerte 67 (nov.)**
- Nouvelle technologie**..... **étude 5 (janv.)**
- Token**
 - Crypto-monnaies..... **alerte 65 (nov.)**

BREXIT

- ABE**
 - Délocalisations..... **alerte 73 (nov.)**
 - Implantation..... **alerte 63 (sept.)**
- Banque**
 - Marché..... **étude 36 (nov.)**
- Droit bancaire**
 - Droit financier
 - Colloque Paris 2..... **alerte 31 (mai)**
- Droit international privé des contrats**
 - Contrats financiers..... **alerte 30 (mai)**
- Infrastructures**..... **étude 37 (nov.)**
- Place financière de Paris**
 - Attractivité..... **alerte 45 (juill.)**
- PSI anglais**
 - Conséquences pratiques..... **étude 38 (nov.)**
- Référendum**
 - Négociation..... **étude 35 (nov.)**
 - **étude 34 (nov.)**
- Supervision**
 - Remodelage
 - Stabilité..... **repère 4 (juill.)**

C

CAUTION

- Cautionnement**
 - Droits et obligations de la caution
 - Responsabilité civile du banquier..... **étude 20 (sept.)**

CAUTIONNEMENT

- Associé**
 - Qualité de non avertie..... **comm. 159 (juill.)**
- Autorité de chose jugée**
 - Concentration des moyens
 - Assurance groupe..... **comm. 11 (janv.)**
- Bénéfice de subrogation**
 - Cession « Daily »
 - Absence de notification..... **comm. 17 (janv.)**
 - Fait du créancier
 - Fait exclusif..... **comm. 115 (mai)**
- BPI France-OSEO**
 - Cautionnement
 - Erreur..... **comm. 158 (juill.)**
- Cause**
 - Avantage
 - Liquidation judiciaire..... **comm. 161 (juill.)**
- Caution avertie**
 - Critère..... **comm. 15 (janv.)**
 - **comm. 71 (mars)**
 - Expérience
 - Compétence..... **comm. 209 (sept.)**
- Caution dirigeante**
 - Caution avertie
 - Critères..... **comm. 113 (mai)**
- Compensation**
 - Responsabilité délictuelle
 - Conditions de mise en oeuvre..... **comm. 18 (janv.)**
- Créancier professionnel**
 - Garant
 - But non lucratif..... **comm. 242 (nov.)**
- Devoir de mise en garde**
 - Soutien abusif de crédit
 - Responsabilité du créancier..... **comm. 208 (sept.)**
- Dol**
 - TEG
 - Prescription..... **comm. 111 (mai)**
- Erreur sur la cause**..... **comm. 212 (sept.)**
- Exception de nullité**
 - Prescription
 - Commencement d'exécution..... **comm. 73 (mars)**
- Formalisme**
 - Acte authentique
 - Jugement..... **comm. 157 (juill.)**
 - Mention « Bon pour caution »
 - Portée..... **comm. 13 (janv.)**
 - Non-respect des exigences légales
 - Portée..... **comm. 112 (mai)**
- Fusion**
 - Débiteur principal
 - Extinction du cautionnement..... **comm. 162 (juill.)**
- Juge de l'exécution**
 - Pouvoirs
 - Compensation..... **comm. 116 (mai)**
- Mention**
 - Clause pénale
 - Indemnité de résiliation..... **comm. 12 (janv.)**
 - Omission
 - Pénalités..... **comm. 160 (juill.)**
- Mention manuscrite**
 - Divergence mentions entre la formule manuscrite et le corps de l'acte..... **comm. 68 (mars)**
 - Nécessité d'ajouts..... **comm. 67 (mars)**
- Mention non conforme en partie**
 - Sanction
 - Nullité pour le tout..... **comm. 69 (mars)**
- Oseo**
 - BPI France..... **comm. 70 (mars)**
- Plan de cession**
 - Transfert charge des sûretés
 - Portée..... **comm. 19 (janv.)**
- Poursuite**
 - Abus
 - Délai de prescription..... **comm. 16 (janv.)**
- Prescription**
 - Crédit immobilier..... **comm. 210 (sept.)**
 - Point de départ
 - Date de la mise en demeure..... **comm. 14 (janv.)**
- Proportionnalité**
 - Appréciation
 - Biens insaisissables..... **comm. 70 (mars)**
 - Charge de la preuve..... **comm. 211 (sept.)**
 - Conjoints
 - Appréciation..... **comm. 72 (mars)**
 - Évaluation
 - Appréciation..... **comm. 114 (mai)**
- Sanction**

<p>SCI Intérêt social..... comm. 243 (nov.)</p> <p>Intérêt social Appréciation..... comm. 74 (mars)</p> <p>Société civile immobilière d'attribution Cautionnement hypothécaire..... comm. 117 (mai)</p> <p>Sous-traitance Renonciation au bénéfice du cautionnement..... comm. 244 (nov.)</p> <p>CAUTIONNEMENT PAR JUGEMENT..... comm. 162 (juill.)</p> <p>CESSION « DAILY » Notification Absence Portée..... comm. 17 (janv.)</p> <p>CESSION DE DETTE Refinancement Garantie..... étude 7 (mars)</p> <p>CLAUSE ATTRIBUTIVE Cessionnaire Transmission..... repère 2 (mars)</p> <p>CNIL Rapport annuel 2016..... alerte 39 (mai)</p> <p>COASSURANCE Représentation des coassureurs Apériteur Présomption de mandat général... comm. 249 (nov.)</p> <p>COLLECTIVITÉ TERRITORIALE Conclusion d'un crédit-bail Interdiction Tutelle..... comm. 110 (mai)</p> <p>Conclusion d'un prêt Emprunt obligataire Suppression de l'autorisation ministérielle ou préfectorale..... comm. 205 (sept.)</p> <p>Exécution d'un prêt Fonds de soutien au remboursement anticipé Illégalité de l'obligation de souscrire l'emprunt et le produit de couverture auprès du même établissement..... comm. 206 (sept.) Renouvellement et arrêt de l'aide au remboursement des échéances..... comm. 207 (sept.)</p> <p>COMMISSION DES SANCTIONS Notification des griefs..... étude 28 (nov.)</p> <p>COMMISSION EUROPÉENNE Actes délégués Contrôle Éléments non essentiels..... comm. 235 (nov.)</p> <p>COMMUNICATION COMMERCIALE ACPR Présentation Supports..... comm. 51 (mars) Taux..... comm. 51 (mars)</p> <p>Loyauté Clarté Archivage..... comm. 50 (mars)</p> <p>COMPATIBILITÉ AVEC LE DROIT AU RESPECT DU DOMICILE Absence de pouvoir de coercition des contrôleurs de l'ACPR Respect des droits de la défense..... comm. 3 (janv.)</p> <p>COMPTE DE CANTONNEMENT Manquement Mesures conservatoires Levée..... comm. 55 (mars)</p> <p>COMPTE DE TITRES PEA</p>	<p>Titres acquis à soi-même..... alerte 14 (mars)</p> <p>CONFÉDÉRATION NATIONALE DU CRÉDIT MUTUEL Conflit opposant la société anonyme Arkéa à l'organe central du groupe Absence de communication par cette société à l'organe central des données nécessaires à l'établissement du plan préventif de rétablissement et des maquettes du conseil de résolution unique pour l'ensemble du groupe Crédit mutuel..... comm. 105 (mai)</p> <p>Référé mesures utiles Injonction de communiquer à l'organe central les données nécessaires au respect de la réglementation prudentielle..... comm. 105 (mai)</p> <p>CONTESTATION D'OPÉRATION NON AUTORISÉE Fraude Négligence grave Preuve..... comm. 44 (mars) comm. 233 (nov.)</p> <p>CONTINUATION DES CONTRATS EN COURS Résiliation Constatacion par le juge-commissaire..... comm. 264 (nov.)</p> <p>CONTRACTS FOR DIFFERENCES Retrait des fonds Effet de levier Obligation de best execution..... comm. 100 (mars)</p> <p>CONTRAT D'ASSURANCE Qualification du contrat Prescription..... comm. 122 (mai)</p> <p>CONTRAT D'ASSURANCE-VIE Faculté de renonciation Prorogation Abus..... comm. 250 (nov.)</p> <p>CONTRAT DE CAPITALISATION Nature Contrat d'assurance (non) Régime..... comm. 122 (mai)</p> <p>CONTRAT DE FINANCEMENT Clauses « sanctions » Emprunteur..... repère 1 (janv.)</p> <p>CONTRAT DE GARANTIE FINANCIÈRE Nantissement Compte bancaire Possession et contrôle..... comm. 101 (mars) Principe d'égalité de traitement des créanciers..... comm. 101 (mars)</p> <p>CONTRAT DE PRÊT Clauses abusives Questions préjudicielles Appréciation..... comm. 95 (mars)</p> <p>Devises étrangères Crédit structuré..... étude 19 (mai)</p> <p>Franc suisse Roumanie..... étude 21 (mai)</p> <p>Prêt substitutif Sûretés Transmission..... étude 14 (mai)</p> <p>Prêts libellés en devises Droit applicable..... étude 20 (mai)</p> <p>Taux d'intérêt négatif Régime Rémunération..... étude 23 (mai)</p> <p>CONTRATS FINANCIERS Contrats spéculatifs Interdiction de la publicité..... alerte 12 (mars)</p>
--	--

CONTREPARTIES CENTRALES

Agrément

- Extension des activités et des services
Autorisation des autorités compétentes..... **comm. 141 (mai)**
- Réexamen des modèles et des paramètres
Avis du collège des autorités compétentes..... **comm. 141 (mai)**

Résolution

- Surveillance
Rôle de l'ESMA et des Banques centrales..... **comm. 232 (sept.)**

CONTRÔLE INTERNE

Identification des clients

- Classification
Transaction inhabituelle..... **comm. 57 (mars)**

Transaction inhabituelle

- Approche par les risques..... **comm. 57 (mars)**

CONTRÔLE SUR PLACE DE L'ACPR

- Procédure de visite des locaux professionnels..... **comm. 3 (janv.)**

CRÉDIT

- Crowdfunding..... **étude 7 (janv.)**

Opérations

- Clarification..... **dossier 17 (mai)**

CRÉDIT À LA CONSOMMATION

Champ d'application

- Compétence d'attribution
Soumission volontaire (non)..... **comm. 155 (juill.)**

Déchéance du terme

- Mise en demeure
Régularité (non)..... **comm. 156 (juill.)**

Destination professionnelle

- Preuve..... **comm. 238 (nov.)**

Forclusion biennale

- Point de départ
Report d'échéance..... **comm. 149 (juill.)**
- Relevé d'office
Principe du contradictoire..... **comm. 237 (nov.)**
- Saisine de la commission de surendettement
Interruption (non)..... **comm. 148 (juill.)**

Harmonisation européenne

- Contrat de crédit
Sanction..... **comm. 4 (janv.)**

Location avec option d'achat

- Contrat
Police..... **comm. 150 (juill.)**

Obligations du prêteur

- Vérification de la solvabilité
Déchéance du droit aux intérêts..... **comm. 154 (juill.)**

Sanction

- Déchéance du droit aux intérêts..... **comm. 4 (janv.)**

CRÉDIT AFFECTÉ

Énergie renouvelable

- Preuve
Responsabilité du prêteur (non)..... **comm. 153 (juill.)**
- Remise de fonds
Respect des obligations du vendeur..... **comm. 153 (juill.)**

CRÉDIT AUX ENTREPRISES..... **alerte 33 (mai)**

CRÉDIT IMMOBILIER

Clauses de domiciliation

- Encadrement
Validité..... **alerte 41 (juill.)**

Consommateur (non)

- Activité professionnelle (oui)
Prescription biennale (non)..... **comm. 64 (mars)**

Crédit-relais

- Mise en garde
Risque d'endettement excessif (non)..... **comm. 152 (juill.)**

Déchéance du terme

- Indemnité
Capitalisation (non)..... **comm. 9 (janv.)**

Énergie renouvelable

Vérification du banquier

- Faute*..... **comm. 66 (mars)**
- Restitution*..... **comm. 66 (mars)**

Prescription biennale

- Consommateur
Personne morale..... **comm. 108 (mai)**
comm. 239 (nov.)

Consommateur (non)

- Interruption*..... **comm. 10 (janv.)**
comm. 241 (nov.)

Droit transitoire

- Point de départ
Interruption (non)..... **comm. 151 (juill.)**
comm. 240 (nov.)

Prêt en devise

- Clause abusive
Devoir de mise en garde..... **comm. 266 (nov.)**
- Clause d'indexation (oui)
Licéité (oui)..... **comm. 107 (mai)**

Risque de change

- Clause abusive
Devoir de mise en garde..... **comm. 107 (mai)**

Société civile

- Consommateur..... **comm. 63 (mars)**

TEG erroné

- Déchéance (non)
Absence d'information..... **comm. 6 (janv.)**
- Nullité (non)
Erreur en faveur de l'emprunteur..... **comm. 5 (janv.)**

Transposition

- TAE
Calcul..... **étude 18 (juill.)**

CRÉDIT MOBILIER

Service financier

- Prescription biennale (oui)..... **comm. 62 (mars)**

CRÉDIT SYNDIQUÉ

- Agent des sûretés..... **étude 28 (juill.)**

Cession de contrat

- Cession de participation
Contrat LMA..... **étude 26 (juill.)**
étude 25 (juill.)

Modèle LMA

- Réforme..... **dossier 24 (juill.)**

Transfert de sûretés

- Réforme..... **étude 27 (juill.)**

CRÉDITS STRUCTURÉS

- Encadrement..... **étude 18 (mai)**

CROWDLENDING

- Plateformes..... **alerte 18 (mars)**

CRYPTO-MONNAIES

Blockchain

- Initial Coin Offering..... **alerte 78 (nov.)**

CUMUL DE SANCTIONS

Chambre criminelle

- Résistance..... **comm. 272 (nov.)**

D

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Recours en annulation

- Délai de recours..... **comm. 135 (mai)**

Rejet

- Conséquences manifestement excessives (non)
Réversibilité de l'offre (oui)..... **comm. 136 (mai)**

DÉCLARATION DES CRÉANCES

Avertissement

- Formalisme..... **comm. 131 (mai)**

Caution

- Sous-caution..... **comm. 220 (sept.)**

Contenu

- Sanction..... **comm. 90 (mars)**

Décision du juge-commissaire

- Appel..... **comm. 93 (mars)**

Dispense

- Résolution du plan..... **comm. 179 (juill.)**

Extension de procédure

- Délai
Point de départ

	<i>Avertissement d'avoir à déclarer...</i>	comm. 221 (sept.)
Intérêts		
	Intérêts de retard à échoir	
	<i>Modalités de calcul</i>	comm. 92 (mars)
Préposé		
	Défaut de pouvoir	
	<i>Irrégularité</i>	comm. 180 (juill.)
Vérification		
	Observations du débiteur.....	comm. 91 (mars)
DÉCLARATION D'INSAISSABILITÉ		
Inscription avant ouverture de la liquidation judiciaire		
	Opposabilité au liquidateur	
	<i>Qualité pour agir</i>	comm. 30 (janv.)
Procédure collective		
	Opposabilité	
	<i>Titre exécutoire</i>	comm. 253 (nov.)
DÉFISCALISATION		
	Investissement.....	étude 22 (mai)
DÉLAIS DE PAIEMENT		
	Rapport.....	alerte 17 (mars)
DÉVELOPPEMENT		
	Rapport AFD 2016.....	alerte 35 (mai)
DEVOIR DE NON-INGÉRENCE DU BANQUIER TENEUR DE COMPTE		
	Abus de faiblesse	
	Absence d'obligation générale d'informer le procureur de la République à la charge du banquier détenant le compte de l'aigrefin.....	comm. 2 (janv.)
DIRECTIVE		
	Transposition	
	Dé-surtransposition.....	comm. 236 (nov.)
DIRIGEANTS EFFECTIFS D'UN ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT		
Dissociation des fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général		
	Recevabilité du recours pour excès de pouvoir contre la position de l'ACPR n° 2014-P-07	
	<i>Rejet au fond du recours en annulation</i>	comm. 199 (sept.)
DISTINCTION AVEC LE CAUTIONNEMENT		
	comm. 163 (juill.)
DOL		
	Responsabilité.....	comm. 158 (juill.)
DROIT BELGE		
	Crowdfunding	
	Financement alternatif.....	comm. 31 (janv.)
DROIT COMMUNAUTAIRE		
	Abus de marché	
	Précisions.....	comm. 99 (mars)
DROIT DE RÉTENTION		
	Frais d'huissiers	
	Immeuble	
	<i>Possession</i>	comm. 118 (mai)
DROIT MONÉGASQUE		
Réglementation bancaire européenne et française		
	Application.....	étude 5 (mars)
E		
EBA		
	Rapport annuel.....	alerte 51 (juill.)

EFFET DE COMMERCE		
	Aval	
	Obligation d'information.....	comm. 164 (juill.)
EMIR		
	Exigence de marge initiale	
	Exigence d'échange de collatéral	
	<i>Exemption</i>	étude 19 (juill.)
EMPRUNT		
	Assurance collective	
	Banquier	
	<i>Obligation d'éclairer</i>	comm. 121 (mai)
	Risques couverts	
	<i>Adéquation du contrat à la situation personnelle de l'emprunteur</i>	comm. 121 (mai)
	Contrat d'assurance de groupe	
	Risques couverts	
	Banquier.....	comm. 81 (mars)
ÉNERGIES RENOUVELABLES		
	Financement	
	Technique contractuel.....	repère 5 (sept.)
ÉPARGNE FINANCIÈRE		
	Fiscalité	
	Rapport France stratégie.....	alerte 28 (mai)
ÉPARGNE SALARIALE		
	Actions fantômes	étude 10 (mai)
	Départ à la retraite du salarié	
	Clause de sortie forcée	
	<i>Clause de présence</i>	comm. 138 (mai)
	Plan d'épargne d'entreprise	
	Fonds commun de placement d'entreprise.....	comm. 138 (mai)
ESMA		
	AMF	
	Consultation.....	alerte 49 (juill.)
	Conférence annuelle 2017	alerte 80 (nov.)
	Programme de travail 2018	alerte 82 (nov.)
	Rapport annuel	alerte 50 (juill.)
	Surveillance	
	CCP Execution session	
	<i>Contreparties centrales</i>	comm. 228 (sept.)
F		
FIA		
	Fonds commun de placement	
	Fonds commun de placement d'entreprise français (FCPE français)	
	<i>Épargne salariale</i>	comm. 270 (nov.)
FIDUCIE		
	Agent des sûretés français	étude 12 (mai)
FINANCEMENT		
	Réformes	repère 7 (nov.)
	Restructuration	
	Arrangeur bancaire.....	étude 4 (janv.)
FINANCEMENT STRUCTURÉ		
	Financement des collectivités territoriales	
	Emprunt obligataire	
	<i>Suppression de l'autorisation ministérielle ou préfectorale</i>	comm. 205 (sept.)
	Fonds de soutien au remboursement anticipé	
	<i>Illégalité de l'obligation de souscrire l'emprunt et le produit de couverture auprès du même établissement</i>	comm. 206 (sept.)
	<i>Renouvellement et arrêt de l'aide au remboursement des échéances</i>	comm. 207 (sept.)
FINTECH		
	ABE	
	Propositions.....	alerte 61 (sept.)

ANSSI	alerte 22 (mars)
Banque	
Intégration	
Complémentarité	étude 16 (mars)
Blockchain	
Réglementation	étude 3 (janv.)
Smart contract	étude 4 (janv.)
Tiers de confiance	étude 5 (janv.)
Cloud Computing	
Données personnelles	
Protection	étude 9 (janv.)
Conformité	
Données personnelles	
Continuité d'activité	étude 14 (mars)
Sécurité informatique	étude 14 (mars)
Connaissance de la clientèle	
Suivi de la relation	
Déclaration de soupçon	comm. 106 (mai)
Droit bancaire	
Dématérialisation	
Désintermédiation	étude 2 (janv.)
Nouvelles technologies	dossier 1 (janv.)
	dossier 11 (mars)
Établissement de paiement	
Compte de cantonnement	
Manquement	comm. 55 (mars)
Financement participatif	
Plateforme	
Obligations	étude 13 (mars)
Responsabilité	étude 13 (mars)
Intermédiation	
Blockchain	étude 12 (mars)
Nouvelles technologies	
Enjeux	repère 2 (mars)
Protection de la vie privée et des données personnelles	
Régulation	étude 8 (janv.)
Contrôle	
Conformité	étude 15 (mars)
Technologies	
Bac à sable	étude 15 (mars)
Répression	
Investigations	étude 10 (janv.)
Services de crédit	
Crowdlending	étude 7 (janv.)
Services de paiement	
Prestataires	étude 6 (janv.)

FISCALITÉ INTERNATIONALE

Transparence	alerte 42 (juill.)
--------------	--------------------

FONDS À FORMULE

Garantie de capital	
Frais de gestion	
Commissions de rachat	comm. 223 (sept.)
Plafonnement des frais	
Provision pour risque	
Structuration d'un Cousin	comm. 223 (sept.)

FONDS DE DETTE

	comm. 267 (nov.)
--	------------------

FONDS DE GARANTIE DES DÉPÔTS ET DE RÉOLUTION

Intervention à titre préventif	
Action en responsabilité contre les anciens dirigeants de droit ou de fait	
Irrecevabilité partielle de l'action du FGDR pour prescription de certaines fautes alléguées en l'absence de dissimulation	comm. 104 (mai)
Rejet au fond du recours du FGDR pour insuffisance de preuve des fautes par lui alléguées	
Condamnation du FGDR aux dépens de première instance et d'appel	comm. 104 (mai)

FRAIS BANCAIRES

Observatoire des tarifs bancaires	
Rapport 2016	alerte 8 (janv.)

FRANCHISSEMENT DE SEUILS

Manquements	
Pouvoirs de sanction de l'AMF	comm. 225 (sept.)
Principe d'égalité des délits et des peines	comm. 145 (juill.)

FRUCTUS

Qualification	
Histoire du droit	étude 8 (mars)

FRUIT CIVIL

Intérêts	
Dividendes	étude 8 (mars)

G

GAGE SUR STOCKS

Opposabilité	comm. 20 (janv.)
---------------------	------------------

GARANTIE

Personnelle	
Engagement solidaire	
Critère	comm. 163 (juill.)

GARANTIE AUTONOME

Abus	
Franchise	comm. 165 (juill.)
Qualification	
Critère	comm. 76 (mars)
Transmission	
Conditions	
Fusion de la société bénéficiaire de la garantie	comm. 75 (mars)

GESTION DE PORTEFEUILLE

Régime juridique	
Séparation	étude 17 (juill.)

GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Code AFEP-MEDEF	
Rapport HCGE	comm. 33 (janv.)
Code Middlenext	
Conseil d'administration	
Présidence renforcée	comm. 35 (janv.)
Recommandations	comm. 35 (janv.)
Dirigeant	
Rémunération	
Loi Sapin 2	comm. 32 (janv.)
Rapport AMF	comm. 34 (janv.)
Société cotée	
Assemblée générale	
Code Afep Medef	comm. 32 (janv.)

H

HCSF

Analyse des risques	alerte 10 (janv.)
----------------------------	-------------------

HYPOTHÈQUE

Hypothèque judiciaire	
Opposabilité	
Publication commandement de payer	comm. 246 (nov.)

I

IMMUNITÉ D'EXÉCUTION

État étranger	
Requête	
Juge de l'exécution	comm. 169 (juill.)

INDUCEMENTS

	comm. 196 (juill.)
--	--------------------

INSOLVABILITÉ

Proposition de directive	comm. 94 (mars)
---------------------------------	-----------------

INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Big data	
Avantages et dangers	comm. 102 (mars)

INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE GRÉ À GRÉ

Matières premières	
Contrats de gré à gré économiquement équivalents	comm. 231 (sept.)

Plates-formes
Pays tiers..... **comm. 231 (sept.)**

INSTRUMENTS FINANCIERS

Données de référence..... **alerte 23 (mars)**

INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME

Contrats-cadres..... **étude 1 (janv.)**

INTERDICTION DES PAIEMENTS

Compensation..... **comm. 130 (mai)**

Sanction

Annulation

Prescription..... **comm. 130 (mai)**

INTÉRÊTS MORATOIRES

Intérêts compensatoires..... **étude 26 (nov.)**

INTERMÉDIATION EN BIEN DIVERS

Régime

Instruction AMF..... **alerte 40 (mai)**

ISDA

Clauses d'intérêts de retard

Interprétation..... **étude 1 (janv.)**

L

LAB FT

Autorités de surveillance

Lignes directrices..... **alerte 37 (mai)**

LANCEURS D'ALERTE

Statut

Procédure de signalement..... **comm. 41 (janv.)**

LIBERTÉ D'ENTREPRISE

Plan préventif de redressement..... **étude 27 (nov.)**

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Créance postérieure non privilégiée

Condition de déclaration de la créance..... **comm. 89 (mars)**

Interdiction des paiements

Compensation des créances connexes..... **comm. 89 (mars)**

LUTTE ANTI-BLANCHIMENT

Contrôle interne

Relation d'affaires

Déclaration de soupçon..... **comm. 56 (mars)**

Droit au compte

Réfugié

Étranger en situation irrégulière..... **comm. 49 (mars)**

Fintech

Connaissance de la clientèle..... **comm. 106 (mai)**

Vigilance

Approche par les risques..... **comm. 49 (mars)**

M

MANIPULATIONS DE MARCHÉ

Pratiques de Marché admises

ESMA..... **comm. 103 (mars)**

MANQUEMENT AU DEVOIR DE MISE EN GARDE

comm. 11 (janv.)

MARCHÉ DES CHANGES

Investisseurs

Usurpation d'identité

Fraude au forex..... **repère 3 (mai)**

MARCHÉS D'INSTRUMENTS FINANCIERS

Obligation de déclaration

Instruments dérivés

Concept de TOTV..... **comm. 274 (nov.)**

MARCHÉS FINANCIERS

Actions

Émission

Règlement Prospectus..... **alerte 64 (sept.)**

Blockchain

Applications.....

comm. 43 (janv.)

Droit processuel

Procédure de sanction

Notification des griefs..... **étude 25 (sept.)**

Franchissement de seuils

Manquements.....

comm. 225 (sept.)

Informations privilégiées

Sanction de l'émetteur

Imputation du manquement au

dirigeant..... **étude 24 (sept.)**

MIF 2

Apports.....

dossier 29 (sept.)

Autorités de marchés

Communication..... **comm. 227 (sept.)**

Procédures de reporting..... **comm. 227 (sept.)**

Financement de la recherche

Analyse financière..... **étude 30 (sept.)**

Produit financier

Titre financier à terme

Contrat d'option..... **étude 22 (sept.)**

MÉCANISME DE SUPERVISION UNIQUE

Évaluation de l'importance d'un établissement de crédit

Nécessité d'une surveillance directe de la

BCE.....

comm. 198 (sept.)

Supervision prudentielle directe des établissements de crédit importants de la zone euro des établissements importants

Compétences de la BCE

Exercice décentralisé de la super-

vision prudentielle par les autori-

tés de contrôle nationales pour

les établissements moins impor-

nants.....

comm. 198 (sept.)

MESURES CONSERVATOIRES

Hypothèque judiciaire conservatoire

Dénunciation

Caducité..... **comm. 27 (janv.)**

Extinction du titre

Radiation..... **comm. 28 (janv.)**

Ordonnance du juge

Titre exécutoire

Recherche d'informations..... **comm. 178 (juill.)**

MIF 2

Admission aux négociations

Suspension

Retrait..... **comm. 189 (juill.)**

Application

Règlement général de l'AMF

Consultation..... **alerte 77 (nov.)**

Brexit

Services d'investissement

Pays tiers..... **étude 32 (sept.)**

Colocalisation

Horloges

Qualité des transactions..... **comm. 192 (juill.)**

Déclaration des transactions

Instruments dérivés

Notion d'activité accessoire..... **comm. 195 (juill.)**

Entreprises d'investissement

Plates-formes de négociation.....

comm. 187 (juill.)

Externalisation

Succursale

Passeport..... **étude 32 (sept.)**

Gouvernance produits

Champ d'application

Obligations..... **étude 31 (sept.)**

Information concernant les ordres exécutés

comm. 192 (juill.)

Lieux d'exécution

Transparence des transactions.....

comm. 134 (mai)

Marché liquide

Plates-formes

Internalisateurs systématiques

Instruments dérivés..... **comm. 188 (juill.)**

Marché réglementé

Marché significatif en termes de liquidité

Suspension des négociations..... **comm. 190 (juill.)**

Modalités de financement	
Guide AMF.....	alerte 56 (sept.)
Ordonnance	
Transposition	
Code monétaire et financier.....	comm. 134 (mai)
Prestataires de service de communication de données	
Agrément	
Obligations.....	comm. 191 (juill.)
Protection des investisseurs	
Protection des instruments financiers	
Gouvernance des produits.....	comm. 196 (juill.)
Structures de marchés	
Plateformes de négociation	
Encadrement.....	comm. 134 (mai)
Tenue de marché	
Information	
Compensation.....	comm. 193 (juill.)
Transparence pré et post-négociation	
Trading algorithmique	
Accords de coopération.....	comm. 194 (juill.)

MONOPOLE BANCAIRE

Opérations de crédit	
Exceptions	
Lettre du directeur du Trésor.....	alerte 1 (janv.)
Prêt	
Octroi	
Fonds professionnels de capital investissement.....	comm. 37 (janv.)
Fonds professionnels spécialisés.....	comm. 37 (janv.)
Organismes de titrisation.....	comm. 37 (janv.)

MOYEN DE PAIEMENT

Cartes de crédit	
Paiement sans contact.....	alerte 20 (mars)
Espèces	
Monnaie électronique.....	alerte 55 (sept.)

MSU

BCE	
Supervision	
Compétences.....	comm. 146 (juill.)

N

NANTISSEMENT DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE

Publicité	
Lieu	
Greffe du tribunal de commerce.....	comm. 166 (juill.)

NE BIS IN IDEM

Société	
passif pénal.....	repère 6 (nov.)

NORME

Simplification.....	repère 1 (janv.)
----------------------------	------------------

NOUVELLE CATÉGORIE DE FIA

Organismes de financement spécialisé	
Passeport AIFM	
Organismes de financement	
Organismes de titrisation	
Assouplissement du monopole bancaire.....	comm. 267 (nov.)

NULLITÉS DE LA PÉRIODE SUSPECTE

Paiement des dettes non échues	
Cession de créances professionnelles à titre de garantie.....	comm. 133 (mai)

O

OBLIGATIONS

Émission	
Placement.....	repère 3 (mai)
Prohibition des clauses perpétuelles	
Titres hybrides.....	étude 21 (sept.)
Réforme	
Émission	

Placement.....	alerte 34 (mai)
----------------	-----------------

OBLIGATIONS VERTES

État français	
Green bond principales	
Investisseurs.....	alerte 7 (janv.)

OFFRE PUBLIQUE

Acte administratif obtenu par fraude	
Retrait	
Pouvoir d'appréciation du régulateur.....	étude 16 (juill.)
Déclaration de conformité	
Recours en annulation	
Retrait d'un acte administratif.....	comm. 135 (mai)
Offre publique d'échange	
Offre volontaire	
Prix.....	comm. 137 (mai)

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT

Déclaration de conformité	
Recours en annulation	
Sursis à exécution.....	comm. 136 (mai)

OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE

Information des actionnaires	
Refus de conformité.....	comm. 137 (mai)
Prix	
Parité	
Contrôle.....	comm. 137 (mai)

OHADA

Commissaire aux comptes	
Contrôle légal.....	étude 3 (janv.)

OICV

Accord de coopération	
Abus de marché.....	comm. 140 (mai)

OPC

Comptes-titres	
Investisseurs non-résidents	
Compte ouvert au nom d'un intermédiaire détenteur pour compte d'autrui.....	comm. 39 (janv.)
Distribution des parts et actions	
Ordres au registre	
Intermédiaire inscrit.....	comm. 39 (janv.)
Société de libre partenariat	
Gérant	
Mentions statutaires.....	comm. 40 (janv.)

OPCVM

Actifs éligibles	
Titres nouvellement émis.....	comm. 268 (nov.)

OPEN BANKING

Transparence	
Confiance des consommateurs	
Sécurité des échanges.....	repère 5 (sept.)

ORGANISME DE PLACEMENT COLLECTIF

Fonds monétaires	
Définition européenne	
Classification.....	comm. 224 (sept.)

P

PERSONNES PUBLIQUES

Conclusion d'un crédit-bail	
Interdiction	
Tutelle.....	comm. 110 (mai)
Conclusion d'un prêt	
Emprunt obligataire	
Suppression de l'autorisation ministérielle ou préfectorale.....	comm. 205 (sept.)
Exécution d'un prêt	
Fonds de soutien au remboursement anticipé.....	alerte 26 (mars)

Illégalité de l'obligation de souscrire l'emprunt et le produit de couverture auprès du même établissement..... **comm. 206** (sept.)
Renouvellement et arrêt de l'aide au remboursement des échéances..... **comm. 207** (sept.)

POINT DE DÉPART DU DÉLAI..... **comm. 111** (mai)

PRESCRIPTION BIENNALE

Point de départ
Durée
Interruption..... **comm. 65** (mars)
Païement partiel..... **comm. 65** (mars)

PRESTATAIRE DE SERVICES D'INVESTISSEMENT

Contracts for differences
Autres produits spéculatifs
Bonus..... **comm. 100** (mars)
Commercialisation transfrontière..... **comm. 229** (sept.)
Internet
Bureau de représentation
Entreprises tierces..... **comm. 229** (sept.)
Obligation de conseil
Conseil adapté..... **comm. 120** (mai)
Investisseur profane ou averti..... **comm. 21** (janv.)
comm. 123 (mai)

PRÊT

Clause d'indexation
Devise
Clause abusive..... **comm. 144** (juill.)
Devoir de mise en garde
Manquement
Caractère abusif de la clause d'indexation..... **étude 15** (mai)

PRÊT IMMOBILIER

Assurance groupe
Droit de résiliation..... **comm. 251** (nov.)
Délégation d'assurance
Obligation d'information..... **comm. 252** (nov.)
Taux effectif global supérieur au taux effectif global appliqué au prêt..... **comm. 1** (janv.)

PRÊT VIAGER HYPOTHÉCAIRE

Prescription
Point de départ
Connaissance du débiteur..... **comm. 109** (mai)
Preuve..... **comm. 109** (mai)

PRÊTS NON PERFORMANTS

Lignes directrices BCE
Dialogue prudentiel..... **alerte 19** (mars)

PRIVILÈGE

Agriculteur..... **comm. 77** (mars)

PRIVILÈGE DE PLUVIÔSE

Notion d'ouvrage public..... **comm. 245** (nov.)

PROCÉDURE

Droits de la défense
Clarté et prévisibilité de la règle
Précision des griefs..... **comm. 58** (mars)

PRODUITS D'INVESTISSEMENT

Protection des investisseurs
Document d'informations clés
Normes..... **alerte 3** (janv.)

PRODUITS ET SERVICES DE SÉCURITÉ

Processus de qualification ANSSI..... **alerte 36** (mai)

PRODUITS FINANCIERS

Publicité
Sapin 2..... **alerte 6** (janv.)

PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Prestation de service de paiement

Fourniture d'information
Support durable..... **comm. 184** (juill.)

PROTECTION DES INVESTISSEURS

Produits risqués
Publicité
Interdiction..... **alerte 16** (mars)

PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE

Mutualité
Souscription d'un contrat collectif
Modification..... **comm. 248** (nov.)

R

RÉCLAMATION

Traitement
Délai..... **comm. 52** (mars)
Traitement extrajudiciaire
Médiation..... **comm. 52** (mars)

RÈGLEMENT EMIR

Contrats dérivés de gré à gré
Marchés de pays tiers
Décision d'équivalence..... **comm. 142** (mai)
Révision
Positions AMF..... **alerte 29** (mai)

RÈGLEMENT PROSPECTUS

Marchés financiers..... **comm. 275** (nov.)
Régime
Obligations
Dérogation..... **alerte 64** (sept.)

RÈGLEMENTATION BANCAIRE EUROPÉENNE ET FRANÇAISE

Établissements bancaires monégasques
Relations..... **étude 5** (mars)

REMISE DE PRIX

..... **alerte 11** (janv.)
..... **alerte 83** (nov.)

RESPONSABILITÉ CIVILE DU BANQUIER

Obligation de mise en garde
Protection des consommateurs..... **comm. 144** (juill.)

RESPONSABILITÉ DE L'ASSUREUR

Assurance-vie
Faculté de rachat
Traitement automatique..... **comm. 80** (mars)

RESPONSABILITÉ DU BANQUIER

Action de groupe
Réparation du préjudice..... **étude 2** (janv.)
Défiscalisation immobilière..... **étude 22** (mai)
Service d'investissement
Information adaptée
Adéquation du contrat à la situation personnelle de l'emprunteur..... **comm. 21** (janv.)
Caractère non spéculatif du produit..... **comm. 123** (mai)

RETRAITE PROFESSIONNELLE SUPPLÉMENTAIRE

Activité..... **alerte 38** (mai)

REVDICATION

Condition
Bien en nature
Revendication du prix..... **comm. 181** (juill.)
Dispense
Contrat publié
Portée..... **comm. 182** (juill.)

S

SAISIE

Dividendes

Tiers saisi		
Obligation d'information.....	comm. 256	(nov.)
SAISIE DES RÉMUNÉRATIONS		
Avis à tiers détenteur		
Reprise de la procédure		
<i>Condamnation de l'employeur</i>	comm. 86	(mars)
Procès-verbal de non-conciliation		
Autorité de la chose jugée.....	comm. 87	(mars)
SAISIE IMMOBILIÈRE		
Compétence du juge de l'exécution		
Non-paiement du prix d'adjudication		
<i>Résolution de la vente</i>	comm. 129	(mai)
Contestations et demandes incidentes		
Audience d'orientation		
<i>Créancier</i>	comm. 217	(sept.)
Créances		
Détermination du montant		
<i>Juge de l'exécution</i>	comm. 177	(juill.)
Déclaration de créances		
Créance non exigible		
<i>Déchéance de la sûreté</i>	comm. 259	(nov.)
.....	comm. 260	(nov.)
Distribution		
Homologation		
<i>Voies de recours</i>	comm. 83	(mars)
Juge de l'exécution		
Contestations		
<i>Audience d'orientation</i>	comm. 29	(janv.)
Jugement d'orientation		
Appel		
<i>Irrecevabilité</i>	comm. 258	(nov.)
Mainlevée du commandement		
Double degré de juridiction.....	comm. 176	(juill.)
Médiation		
Régularité de la procédure.....	comm. 216	(sept.)
Péremption		
Suspension		
<i>Interruption</i>	comm. 257	(nov.)
Procédure de distribution		
Distribution amiable		
<i>Distribution judiciaire</i>	comm. 82	(mars)
Publication du commandement		
Hypothèque judiciaire		
<i>Inscription hypothécaire</i>	comm. 261	(nov.)
Règlement du principal		
Frais de poursuite impayés		
<i>Vente forcée</i>	comm. 218	(sept.)
Vente amiable		
Frais de poursuite		
<i>Frais taxés</i>	comm. 219	(sept.)
Prix plancher		
<i>Rôle du juge</i>	comm. 175	(juill.)
SAISIE-ATTRIBUTION		
Acte de saisie		
Pluralité de saisie		
<i>Décompte</i>	comm. 88	(mars)
Mainlevée		
Juge de l'exécution		
<i>Responsabilité</i>	comm. 126	(mai)
Prescription		
Mainlevée		
<i>Prêt à finalité professionnelle</i>	comm. 127	(mai)
Titre exécutoire		
Délai		
<i>Abus de droit</i>	comm. 215	(sept.)
SAISIE-VENTE		
Commandement aux fins de saisie-vente		
Interruption du délai de prescription		
<i>Caution hypothécaire</i>	comm. 214	(sept.)
Commandement de payer		
Délai de deux ans		
<i>Caducité</i>	comm. 128	(mai)
SANCTION		
Rejet de la créance	comm. 180	(juill.)
SERVICES DE PAIEMENT		
ABE		
Lignes directrices		
<i>Prestataires</i>	alerte 72	(nov.)
SERVICES D'INVESTISSEMENT		
Réception et transmission d'ordres		
Notion d'ordres		
<i>Intermédiation dans la conclusion des contrats de gestion de portefeuille</i>	comm. 273	(nov.)
SERVICES FINANCIERS		
Afrique	alerte 66	(nov.)
Consommateurs		
Plan d'action.....	comm. 147	(juill.)
.....	comm. 183	(juill.)
SICAV		
Sociétés anonymes		
Assemblées générales		
<i>Visioconférence</i>	comm. 186	(juill.)
SOCIÉTÉS COMMERCIALES		
Cumul des mandats sociaux		
Exception		
<i>Société de libre partenariat et société de gestion de FIA</i>	comm. 40	(janv.)
SOCIÉTÉS COTÉES		
Assemblée générale		
Vote		
<i>Règlementation et pratiques</i>	alerte 79	(nov.)
Dirigeant		
Rémunération		
<i>Say on pay</i>	comm. 32	(janv.)
Intervention sur leurs propres titres		
Titres		
Rachat d'actions		
<i>Doctrine AMF</i>	alerte 24	(mars)
SOCIÉTÉS DE GESTION		
Commissions d'arrangement		
Porteurs de parts de FIA		
<i>Information</i>	comm. 185	(juill.)
FCPR		
Manquements		
<i>Moyens matériels, humains et financiers</i>	comm. 97	(mars)
Valorisation des actifs		
ORAE.....	comm. 97	(mars)
SOCIÉTÉS DE GESTION DE PORTEFEUILLE		
Abandon du statut d'entreprise d'investissement		
Régime		
<i>Réforme</i>	étude 17	(juill.)
Contrôle interne		
Déclaration d'une opération suspecte.....	comm. 96	(mars)
Entreprises d'investissement		
Régime juridique		
<i>Séparation</i>	alerte 44	(juill.)
Fiduciaire	alerte 68	(nov.)
Mandat de gestion		
Instruments financiers éligibles		
<i>Titres en instance de cotation</i>	comm. 268	(nov.)
Obligation de se renseigner		
<i>Évaluation du client</i>	comm. 139	(mai)
Responsabilité civile		
<i>Obligation de diligence</i>	comm. 268	(nov.)
OPC		
Gestion de la liquidité		
<i>Plafonnement des rachats de parts ou actions</i>	comm. 38	(janv.)
OPCVM		
Fonds d'investissement alternatifs (FIA).....	comm. 269	(nov.)
Passation et traçabilité des ordres		
Affectation prévisionnelle des ordres		
<i>Procédures et moyens techniques</i>	comm. 96	(mars)
Statut		
Réforme		
<i>MiFID II</i>	comm. 36	(janv.)
Travail à distance		
Conditions d'agrément		
<i>Information de l'AMF</i>	comm. 96	(mars)
SOCIÉTÉS NON-COTÉES		
Publicité financière		

Gestion
Transparence..... étude 23 (sept.)

SUPERVISION

BCE

Stress test..... alerte 76 (nov.)

SUPERVISION BANCAIRE

AFD

Statut

Société de financement..... alerte 47 (juill.)

Autorité bancaire européenne

Pouvoirs..... comm. 265 (nov.)

SUPERVISION FINANCIÈRE

Autorités européennes de surveillance..... comm. 234 (nov.)

SURENDETTEMENT

Activité libérale

Exercice sous forme sociétaire

Ouverture de la procédure..... comm. 174 (juill.)

Bonne foi

Nouvelle demande

Examen par le juge..... comm. 172 (juill.)

Omission d'une dette

Nouvelle demande..... comm. 171 (juill.)

Conditions d'ouverture

Résidence principale..... comm. 84 (mars)

Forclusion

Interruption

Ouverture de la procédure..... comm. 173 (juill.)

Plan conventionnel

Mise en demeure

Caducité..... comm. 25 (janv.)

Pouvoirs de la commission de surendettement

Date des mesures

Publicité..... comm. 170 (juill.)

Procédure d'expulsion

Rôle du juge

..... comm. 255 (nov.)

Recevabilité de la décision

Recours

Mauvaise foi..... comm. 26 (janv.)

Recommandation

Effacement des dettes

Égalité..... comm. 85 (mars)

Rétablissement personnel

Commission de surendettement

Juge..... comm. 24 (janv.)

Vérification du juge

Créances

Principe du contradictoire..... comm. 254 (nov.)

SÛRETÉS

Prêt substitutif

Transmission au nouveau prêteur..... étude 14 (mai)

SÛRETÉS PERSONNELLES

Clauses abusives

..... étude 9 (mars)

Garantie autonome

Restructuration

Transmission..... étude 6 (mars)

SÛRETÉS RÉELLES

Clauses abusives

..... étude 9 (mars)

Devoir de bonne foi

Portée

Choix du créancier..... comm. 79 (mars)

SÛRETÉS RÉELLES POUR AUTRUI

Absence de droit à l'information du constituant

Non-paiement des primes d'assurances..... comm. 78 (mars)

T

TAEG

Absence de préjudice pour le crédité

Absence de substitution du taux de l'intérêt légal au taux de l'intérêt conventionnel..... comm. 1 (janv.)

TAUX D'INTÉRÊT VARIABLE

Territoire négatif

Obligation de restitution

Marge commerciale..... comm. 45 (mars)

TEG

Calcul

Exactitude

Décimale..... étude 13 (mai)

Composition

Erreur

..... comm. 61 (mars)

Crédit immobilier

Erreur de calcul

Expertise..... comm. 7 (janv.)

Preuve..... comm. 7 (janv.)

Période de préfinancement

Erreur (oui)..... comm. 8 (janv.)

Erreur

Erreur inférieure à la décimale

Nullité (non)..... comm. 60 (mars)

Frais

Année civile

Prescription..... comm. 61 (mars)

Nullité

Fondement

..... comm. 8 (janv.)

TEG ERRONÉ PAR EXCÈS AU DÉTRIMENT DE LA BANQUE

Erreur en faveur de l'emprunteur..... comm. 1 (janv.)

TITRE DE CRÉANCE

Émission

Information

Taux négatif..... alerte 48 (juill.)

TITRE EXÉCUTOIRE

Pluralité de titre

Créance

Interruption de prescription..... comm. 125 (mai)

Prescription décennale

Arriérés

Prescription quinquennale..... comm. 124 (mai)

Transaction homologuée

Pouvoirs du juge de l'exécution..... comm. 262 (nov.)

TITRES

Rachat d'actions

Stabilisation

Guide AMF..... alerte 15 (mars)

TRACFIN

Secteur bancaire

Déclarations de soupçons..... alerte 62 (sept.)

TRADING À HAUTE FRÉQUENCE

Étude AMF

..... alerte 25 (mars)

Manipulation de cours

Manquement..... comm. 226 (sept.)

Rapporteur public

Conclusions..... comm. 226 (sept.)

TRANSFERT DE FONDS

Déclaration

Modalités..... alerte 2 (janv.)

U

UNION BANCAIRE

Commission européenne..... alerte 75 (nov.)

UNION DES MARCHÉS DE CAPITAUX

Entreprises

Restructuration..... comm. 94 (mars)

Orientations..... alerte 52 (juill.)

V _____

VÉRIFICATION DES CRÉANCES

Contestation

Instance en cours.....	comm. 263 (nov.)
Discussion	
Réponse du créancier	
<i>Sanction</i>	comm. 222 (sept.)

2016

Avril

Comm. UE, règl. délégué (UE) n° 2017/565, **25 avr. 2016**, complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences organisationnelles et les conditions d'exercice applicables aux entreprises d'investissement et la définition de certains termes aux fins de ladite directive (MIF 2) **comm. 187 (juill.)**

Mai

Comm. UE, règl. délégué (UE) n° 2017/567, **18 mai 2016**, complétant le règlement (UE) n° 600/2014 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les définitions, la transparence, la compression de portefeuille et les mesures de surveillance relatives à l'intervention sur les produits et aux positions (MIF 2) **comm. 188 (juill.)**

Comm. UE, règl. délégué (UE) n° 2017/566, **18 mai 2016**, complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil concernant les marchés d'instruments financiers par des normes techniques de réglementation sur la proportion d'ordres non exécutés par rapport aux transactions, afin d'éviter des conditions de négociation de nature à perturber le marché (MIF 2) **comm. 188 (juill.)**

Comm. UE, règl. délégué (UE) n° 2017/569, **24 mai 2016**, complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation concernant la suspension et le retrait d'instruments financiers de la négociation (MIF 2) **comm. 189 (juill.)**

Comm. UE, règl. délégué (UE) n° 2017/568, **24 mai 2016**, complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation concernant l'admission des instruments financiers à la négociation sur un marché réglementé (MIF 2) **comm. 189 (juill.)**

Comm. UE, règl. délégué (UE) n° 2016/570, **26 mai 2016**, complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil concernant les marchés d'instruments financiers par des normes techniques de réglementation relatives à la détermination d'un marché significatif en termes de liquidité en lien avec les notifications des suspensions temporaires de négociation (MIF 2) **comm. 190 (juill.)**

Juin

Comm. UE, règl. délégué (UE) n° 2017/572, **2 juin 2016**, complétant le règlement (UE) n° 600/2014 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation précisant les modalités de la fourniture de données pré- et post-négociation et leur niveau de désagrégation (MIF 2) **comm. 191 (juill.)**

Comm. UE, règl. délégué (UE) n° 2017/571, **2 juin 2016**, complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil concernant les marchés d'instruments financiers par des normes techniques de réglementation sur l'agrément, les exigences organisationnelles et la publication des transactions pour les prestataires de services de communication de données (MIF 2) **comm. 191 (juill.)**

Comm. UE, règl. délégué (UE) n° 2017/573, **6 juin 2016**, complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation en ce qui concerne les exigences à respecter pour garantir que les services de colocalisation et les structures tarifaires sont équitables et non discriminatoire (MIF 2) **comm. 192 (juill.)**

Comm. UE, règl. délégué (UE) n° 2017/574, **7 juin 2016**, complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation pour le niveau de précision des horloges professionnelles (MIF 2) **comm. 192 (juill.)**

Comm. UE, règl. délégué (UE) n° 2017/576, **8 juin 2016**, complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation concernant la publication annuelle par les entreprises d'investissement d'information sur l'identité des plates-formes d'exécution et la qualité de l'exécution (MIF 2) **comm. 192 (juill.)**

Comm. UE, règl. délégué (UE) n° 2017/575, **8 juin 2016**, complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation relatives aux données que doivent publier les plates-formes d'exécution sur la qualité des transactions (MIF 2) **comm. 192 (juill.)**

Ord. n° 2016-827, **23 juin 2016**, relative aux marchés financiers : JO 24 juin 2016 (Marchés-PSI) **comm. 134 (mai)**

Juillet

Comm. UE, règl. délégué (UE) n° 2017/585, **14 juill. 2016**, complétant le règlement (UE) n° 600/2014 du Parlement européen et du Conseil concernant les marchés d'instruments financiers par des normes techniques de réglementation concernant les normes et formats de données à respecter pour les données de référence relatives aux instruments financiers et les mesures techniques liées aux dispositions à prendre par l'Autorité européenne des marchés financiers et les autorités compétentes (MIF 2) **comm. 194 (juill.)**

Comm. UE, règl. délégué (UE) n° 2017/586, **14 juill. 2016**, complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil concernant les marchés d'instruments financiers par des normes techniques de réglementation concernant l'échange d'informations entre les autorités compétentes dans le cadre de leur coopération en matière d'activités de surveillance, de vérifications sur place et d'enquêtes (MIF 2) **comm. 194 (juill.)**

Comm. UE, règl. délégué (UE) n° 2017/584, **14 juill. 2016**, complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil concernant les marchés d'instruments financiers par des normes techniques de réglementation précisant les exigences organisationnelles applicables aux plates-formes de négociation (MIF 2) **comm. 194 (juill.)**

Comm. UE, règl. délégué (UE) n° 2017/583, **14 juill. 2016**, complétant le règlement (UE) n° 600/2014 du Parlement européen et du Conseil concernant les marchés d'instruments financiers par des normes techniques de réglementation relatives aux obligations de transparence applicables aux plates-formes de négociation et aux entreprises d'investissement pour les obligations, produits financiers structures, quotas d'émission et instruments dérivés (MIF 2) **comm. 194 (juill.)**

Comm. UE, règl. délégué (UE) n° 2017/587, **14 juill. 2016**, complétant le règlement (UE) n° 600/2014 du Parlement européen et du Conseil concernant les marchés d'instruments financiers par des normes techniques de réglementation relatives aux obligations de transparence applicables aux plates-formes de négociation et aux entreprises d'investissement pour les actions, certificats représentatifs, fonds cotés, certificats préférentiels et instruments financiers analogues, et aux obligations d'exécution des transactions sur certaines actions via une plate-forme de négociation ou par un internalisateur systématique (MIF 2) **comm. 194 (juill.)**

Comm. UE, règl. délégué (UE) n° 2017/588, **14 juill. 2016**, complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil concernant les marchés d'instruments financiers par des normes techniques de réglementation concernant le régime de pas de cotation pour les actions, les certificats représentatifs et les fonds cotés (MIF 2) **comm. 194 (juill.)**

Comm. UE, règl. délégué (UE) n° 2017/589, **19 juill. 2016**, complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil précisant les exigences organisationnelles applicables aux entreprises d'investissement recourant au trading algorithmique (MIF 2)..... **comm. 194 (juill.)**

Novembre

L. n° 2016-1547, **18 nov. 2016** : JO 19 nov. 2016, texte n° 1 (*Gage sur stocks*)..... **comm. 20 (janv.)**

L. n° 2016-1547, **18 nov. 2016**, de modernisation de la justice au XXI^e siècle (*Surendettement*)..... **comm. 24 (janv.)**

D. n° 2016-1587, **24 nov. 2016**, fixant les conditions dans lesquelles certains fonds d'investissement peuvent octroyer des prêts aux entreprises (*Loi Sapin 2*)..... **comm. 37 (janv.)**

Décembre

D. n° 2016-1663, **5 déc. 2016** (*Transfert de fonds*)..... **alerte 2 (janv.)**

L. n° 2016-1691, **9 déc. 2016**, relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de l'activité économique (*Loi Sapin 2*)..... **comm. 32 (janv.)**

L. n° 2016-1691, **9 déc. 2016**, relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (*Loi Sapin 2*)..... **comm. 36 (janv.)**
comm. 37 (janv.)

L. n° 2016-1691, **9 déc. 2016**, relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique : JO 10 déc. 2016, texte n° 2 (*Loi Sapin 2*)..... **comm. 38 (janv.)**
comm. 39 (janv.)
comm. 40 (janv.)

L. n° 2016-1691, **9 déc. 2016**, relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (*Loi Sapin 2*)..... **comm. 41 (janv.)**

2017

Janvier

L. n° 2017-55, **20 janv. 2017**, portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes (*Statut de l'ACPR*)..... **comm. 46 (mars)**

L. n° 2017-55, **20 janv. 2017**, portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes (*Autorité de contrôle prudentiel et de résolution*)..... **comm. 197 (sept.)**

Février

L. n° 2017-242, **27 févr. 2017**, portant réforme de la prescription en matière pénale (*Prescription*)..... **comm. 98 (mars)**

Mars

D. n° 2017-317, **10 mars 2017**, relatif à l'instruction et à la signature des contrats de crédit-bail mentionnés à l'article L. 6148-7-1 du Code de la santé publique conclus pour le compte des établissements publics de santé et des structures de coopération sanitaire dotées de la personnalité morale publique : JO 12 mars 2017 (*Personnes publiques*)..... **comm. 110 (mai)**

Avril

Ord. n° 2017-484, **6 avr. 2017** : JO 7 avr. 2017 (*Retraite professionnelle supplémentaire*)..... **alerte 38 (mai)**

Mai

Ord. n° 2017-748, **4 mai 2017**, relative à l'agent des sûretés (*Fiducie*)..... **comm. 119 (mai)**

Ord. n° 2017-747, **4 mai 2017** : JO 4 mai 2017 (*Gestion collective*)..... **comm. 186 (juill.)**

D. n° 2017-892, **6 mai 2017**, portant diverses mesures de modernisation et de simplification de la procédure civile (*Mesures d'exécution forcée*)..... **comm. 169 (juill.)**

D. n° 2017-896, **9 mai 2017**, relatif aux procédures de traitement des situations de surendettement des particuliers (*Surendettement*)..... **comm. 170 (juill.)**

Ord. n° 2017-970, **10 mai 2017**, tendant à favoriser le développement des émissions obligataires : JO n° 0110, 11 mai 2017 (*Passation*)..... **comm. 205 (sept.)**

Ord. n° 2017-970, **10 mai 2017** : JO 11 mai 2017, texte n° 73 (*Obligations*)..... **alerte 34 (mai)**

Juin

A., **2 juin 2017**, modifiant l'arrêté du 22 juillet 2015 pris en application du décret n° 2014-444 du 29 avril 2014 relatif au fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque : JO n° 0135, 10 juin 2017 (*Passation*)..... **comm. 207 (sept.)**

Comm. UE, règl. n° 2017/953, **6 juin 2017** (*MIF 2*)..... **comm. 227 (sept.)**

Comm. UE, règl. n° 2017/980 et 2017/981, **7 juin 2017** (*MIF 2*)..... **comm. 227 (sept.)**
comm. 227 (sept.)

Comm. UE, règl. n° 2017/1005, **15 juin 2017** (*MIF 2*)..... **comm. 227 (sept.)**

Comm. UE, règl. n° 2017/1093, **20 juin 2017** (*MIF 2*)..... **comm. 227 (sept.)**

Ord. n° 2017-1107, **22 juin 2017** : JO 27 juin 2017 (*Sociétés de gestion de portefeuille*)..... **alerte 44 (juill.)**

Ord. n° 2017-1107, **22 juin 2017**, relative aux marchés d'instruments financiers et à la séparation du régime juridique des sociétés de gestion de portefeuille de celui des entreprises d'investissement (*Sociétés de gestion de portefeuille*)..... **alerte 68 (nov.)**

Comm. UE, règl. n° 2017/1018, **29 juin 2017** (*MIF 2*)..... **comm. 227 (sept.)**

Octobre

Ord. n° 2017-1432, **4 oct. 2017**, portant modernisation du cadre juridique de la gestion d'actifs et du financement par la dette : JO 5 oct. 2017 (*Organisme de financement spécialisé [OFS]*)..... **comm. 267 (nov.)**

Ord. n° 2017-1432, **4 oct. 2017**, portant modernisation du cadre juridique de la gestion d'actifs et du financement par la dette : JO 5 oct. 2017 (*Gestion collective*)..... **comm. 269 (nov.)**
comm. 270 (nov.)

2015

Septembre

Trib. UE, **9 sept. 2015**, n° T-660/14, SV Capital OÜ
c/ Autorité Bancaire Européenne (*Intérêt légitime*) **comm. 47 (mars)**

2016

Janvier

CE, 9^e et 10^e ss sect. réunies, **20 janv. 2016**, n° 374950 :
JurisData n° 2016-000584 (*POUVOIRS DE CONTRÔLE
SUR PLACE DES INSPECTEURS DE L'ACPR*) **comm. 3 (janv.)**

Mars

Cass. 2^e civ., **17 mars 2016**, n° 14-24.986, FS-P+B+I :
JurisData n° 2016-004642 (*Surendettement*) **comm. 148 (juill.)**

Mai

CA Paris, **4 mai 2016**, n° Pôle 5, ch. 7 (*Offre publique
d'achat*) **comm. 136 (mai)**

Juin

CE, 9^e et 10^e ch. réunies, **30 juin 2016**, n° 382822,
Crédit agricole SA et association Coop FR, les entreprises
coopératives (*Position de l'ACPR n° 2014-07 du 16 juin
2014 relative à la désignation des « dirigeants effectifs »
au sens de l'article L. 511-13 et du 4 de l'article L. 532-2
du Code monétaire et financier*) **comm. 199 (sept.)**

Juillet

CA Paris, Pôle 5, ch. 7, **1^{er} juill. 2016**, n° 10/21469,
Fonds de garantie des dépôts et de résolution c/ Sté
Caribéenne de conseil et d'audit et a (*Fonds de garantie
des dépôts et de résolution*) **comm. 104 (mai)**

Octobre

Cass. com., **11 oct. 2016**, n° 14-20.581, F-D : JurisData
n° 2016-021119 (*Procédures collectives*) **comm. 89 (mars)**

Cass. 1^{re} civ., **12 oct. 2016**, n° 15-25.034, X et Y c/ Sté
Caisse d'épargne et de prévoyance Ile-de-France et Sté
Compagnie européenne de garanties et cautions :
JurisData n° 2016-021177 (*Taux effectif global*) **comm. 1 (janv.)**

Cass. 1^{re} civ., **12 oct. 2016**, n° 15-25.034, Huang et a.
c/ Caisse d'épargne et de prévoyance Ile-de-France et a. :
JurisData n° 2016-021177 (*Taux effectif global*) **comm. 5 (janv.)**

Cass. 1^{re} civ., **12 oct. 2016**, n° 15-20.487 (*CREDIT
IMMOBILIER*) **comm. 10 (janv.)**

Cass. 1^{re} civ., **12 oct. 2016**, n° 15-19.670, SA Sté
Lyonnaise de banque c/ G. : JurisData n° 2016-021279
(*CREDIT IMMOBILIER*) **comm. 10 (janv.)**

Novembre

Cass. com., **2 nov. 2016**, n° 14-27.150 : JurisData
n° 2016-022990 (*NOTION DE CAUTION AVERTIE*) **comm. 15 (janv.)**

Cass. com., **2 nov. 2016**, n° 14-29.723 : JurisData
n° 2016-022887 (*Cautionnement*) **comm. 16 (janv.)**

Cass. com., **2 nov. 2016**, n° 15-12.491, P+B+I, D. c/ Sté
Banque BCP : JurisData n° 2016-022827 (*Cession Dailly*) **comm. 17 (janv.)**

Cass. com., **2 nov. 2016**, n° 16-10.363 : JurisData
n° 2016-026403 (*Appréciation de la proportionnalité*) **comm. 74 (mars)**

Cass. com., **2 nov. 2016**, n° 15-12.231 : JurisData
n° 2016-022993 (*Sûreté réelle*) **comm. 79 (mars)**

Cass. com., **2 nov. 2016**, n° 15-12.325 : JurisData
n° 2016-022995 (*Assurance-vie*) **comm. 80 (mars)**

Cass. com., **2 nov. 2016**, n° 14-29.292 : JurisData
n° 2016-022740 (*Procédures collectives*) **comm. 91 (mars)**

Cass. com., **2 nov. 2016**, n° 15-10.317, F-D (*Procédures
collectives*) **comm. 92 (mars)**

Cass. com., **2 nov. 2016**, n° 15-10.161, F-D : JurisData
n° 2016-022945 (*Procédures collectives*) **comm. 92 (mars)**

Cass. com., **2 nov. 2016**, n° 14-25.536 : JurisData
n° 2016-022728 (*Procédures collectives*) **comm. 93 (mars)**

Cass. 1^{re} civ., **3 nov. 2016**, n° 15-20.358, Lonlas et a.
c/ Sté BNP Paribas personal finance (*CREDIT IMMOBILIER*) **comm. 10 (janv.)**

CJUE, 3^e ch., **9 nov. 2016**, n° C-42/15, Home Credit
Slovakia A.S. c/ Klara Bíroova : JurisData n° 2016-024446
(*Contrat de crédit*) **comm. 4 (janv.)**

CJUE, **10 nov. 2016**, n° C-156/15, Private Equity
Insurance group SIA c/ Swedbank AS : JurisData n° 2016-
025368 (*Prestataires de services d'investissement*) **comm. 101 (mars)**

Cass. 2^e civ., **10 nov. 2016**, n° 15-22.862 : JurisData
n° 2016-023945 (*Cautionnement*) **comm. 11 (janv.)**

Cass. 2^e civ., **10 nov. 2016**, n° 15-25.211
(*Surendettement*) **comm. 26 (janv.)**

Cass. com., **15 nov. 2016**, n° 15-14.133 et n° 15-
14.783, Caisse de crédit mutuel de l'île d'Yeu c/ Sté
Crédit Lyonnais et alii : JurisData n° 2016-024045 (*Abus
de faiblesse*) **comm. 2 (janv.)**

Cass. com., **15 nov. 2016**, n° 14-26.287 : JurisData
n° 2016-023984 (*Déclaration d'insaisissabilité*) **comm. 30 (janv.)**

Cass. com., **15 nov. 2016**, n° 14-29.885, F+P+B+I :
JurisData n° 2016-023982 (*Procédures collectives*) **comm. 93 (mars)**

Cass. 1^{re} civ., **16 nov. 2016**, n° 15-26.213 (*CREDIT
IMMOBILIER*) **comm. 10 (janv.)**

AMF, Comm. sanctions, **17 nov. 2016**, Sté LMBO et
MM. Gérard Favarel et Pierre Favarel (*Sociétés de gestion*) **comm. 97 (mars)**

Cass. 2^e civ., **17 nov. 2016**, n° 15-20.958 : JurisData
n° 2016-024610 (*Assurance-vie*) **comm. 22 (janv.)**

Cass. 2^e civ., **17 nov. 2016**, n° 15-25.179 : JurisData
n° 2016-024394 (*Assurance de groupe*) **comm. 81 (mars)**

Cass. com., **29 nov. 2016**, n° 15-21.197 : JurisData
n° 2016-025420 (*Cautionnement*) **comm. 12 (janv.)**

Cass. com., **29 nov. 2016**, n° 15-13.919 : JurisData
n° 2016-025416 (*Cautionnement*) **comm. 18 (janv.)**

Cass. com., **29 nov. 2016**, n° 15-11.016, F-P+B (*Cession
de l'entreprise*) **comm. 19 (janv.)**

Cass. com., **29 nov. 2016**, n° 15-12.478 (*Assurance-vie*) **comm. 23 (janv.)**

Cass. 1^{re} civ., **30 nov. 2016**, n° 15-24.123, Caisse de
crédit mutuel de Bourges Marronniers c/ T. Picard :
JurisData n° 2016-025636 (*Taux effectif global*) **comm. 6 (janv.)**

Cass. 1^{re} civ., **30 nov. 2016**, n° 15-25.429, X c/ Caisse
d'épargne et de prévoyance Provence Alpes Corse,
devenue la Caisse d'épargne : JurisData n° 2016-025784
(*Taux effectif global*) **comm. 7 (janv.)**

Cass. 1^{re} civ., **30 nov. 2016**, n° 15-16.660, Axel c/ SA
Crédit foncier de France : JurisData n° 2016-025640
(*CREDIT IMMOBILIER*) **comm. 9 (janv.)**

TGI Thonon-les-Bains, **30 nov. 2016**, n° 16/01055,
n° 16/01056 et n° 16/01057 (*Taux d'intérêt variable*) **comm. 45 (mars)**

Décembre

Cass. 2^e civ., **1^{er} déc. 2016**, n° 15-27.725 : JurisData
n° 2016-025410 (*Surendettement*) **comm. 25 (janv.)**

Cass. 2^e civ., **1^{er} déc. 2016**, n° 15-28.803 : JurisData
n° 2016-025793 (*Mesures conservatoires*) **comm. 27 (janv.)**

Cass. 2^e civ., **1^{er} déc. 2016**, n° 15-21.777 : JurisData
n° 2016-025648 (*Mesures conservatoires*) **comm. 28 (janv.)**

Cass. 2^e civ., **1^{er} déc. 2016**, n° 14-27.169 : JurisData
n° 2016-025407 (*Saisie immobilière*) **comm. 29 (janv.)**

Cass. 2 ^e civ., 1^{er} déc. 2016 , n° 15-27.303, F-P+B : JurisData n° 2016-025408 (<i>Saisie des rémunérations</i>).....	comm. 86 (mars)
CA Aix-en-Provence, 1^{er} déc. 2016 : JurisData n° 2016-026553 (<i>Garantie autonome</i>).....	comm. 76 (mars)
CE, 9 ^e et 10 ^e ch., 7 déc. 2016 , n° 390062 (<i>Retrait d'agrément</i>).....	comm. 59 (mars)
Cass. 2 ^e civ., 8 déc. 2016 , n° 14-29.729, P+B, S. c/ Sté BNP Paribas : JurisData n° 2016-026221 (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 21 (janv.)
Cass. 2 ^e civ., 8 déc. 2016 , n° 15-26.086, P+B : JurisData n° 2016-026245 (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 22 (janv.)
Cass. com., 13 déc. 2016 , n° 14-15.422 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 13 (janv.)
Cass. com., 13 déc. 2016 , n° 14-28.097 (<i>Prescription</i>).....	comm. 14 (janv.)
CJUE, 14 déc. 2016 , n° C-577/15 P, SV Capital OÜ c/ ABE (<i>Intérêt légitime</i>).....	comm. 47 (mars)
Cass. 1 ^{re} civ., 14 déc. 2016 , n° 15-26.306, Caisse d'épargne et de prévoyance du Languedoc-Roussillon c/ Dufour : JurisData n° 2016-026923 (<i>Taux effectif global</i>).....	comm. 8 (janv.)
CE, 3 ^e et 8 ^e ch. réunies, 15 déc. 2016 , n° 403418, Confédération nationale du Crédit mutuel : JurisData n° 2016-028495 (<i>Différend opposant la confédération nationale du Crédit Mutuel à Crédit Mutuel Arkéa</i>).....	comm. 105 (mai)
TA Paris, 19 déc. 2016 , n° 15202072-1, Cne Mantes-La-Jolie (<i>EXECUTION</i>).....	comm. 206 (sept.)
CJUE, 21 déc. 2016 , n° C-154/15, C-307/15 et C-308/15 (<i>Contrat de prêt</i>).....	comm. 95 (mars)

2017

Janvier

Cass. 2 ^e civ., 5 janv. 2017 , n° 15-28.798, F-P+B : JurisData n° 2017-000032 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 82 (mars)
Cass. 2 ^e civ., 5 janv. 2017 , n° 15-29.148, F-P+B : JurisData n° 2017-000031 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 83 (mars)
Cass. 1 ^{re} civ., 11 janv. 2017 , n° 15-24.914, Caisse régionale de Crédit agricole mutuel Nord-de-France c/ Grain : JurisData n° 2017-000296 (<i>Taux effectif global</i>).....	comm. 60 (mars)
Cass. 1 ^{re} civ., 11 janv. 2017 , n° 15-25.495 : JurisData n° 2017-000650 (<i>Sûreté réelle</i>).....	comm. 78 (mars)
CA Paris, 12 janv. 2017 , n° 2016/17607 (<i>Offre publique d'achat et d'échange</i>).....	comm. 135 (mai)
CA Colmar, ch. civ. 3, sect. A, 16 janv. 2017 , n° 16/02026 : JurisData n° 2017-000468 (<i>Surendettement</i>).....	comm. 85 (mars)
Cass. com., 18 janv. 2017 , n° 15-18.102 : JurisData n° 2017-000509 (<i>Opérations de paiement en ligne</i>).....	comm. 44 (mars)
Cass. com., 18 janv. 2017 , n° 15-19.349, Holquin et Bauduin c/ Sté Franfinance ; Sté H2R énergies : JurisData n° 2017-000572 (<i>Énergies renouvelables</i>).....	comm. 66 (mars)
Cass. com., 18 janv. 2017 , n° 14-26.604 : JurisData n° 2017-000504 (<i>Mention manuscrite</i>).....	comm. 67 (mars)
Cass. com., 18 janv. 2017 , n° 15-12.723 : JurisData n° 2017-000505 (<i>Mention manuscrite</i>).....	comm. 70 (mars)
Cass. com., 18 janv. 2017 , n° 15-12.723 : JurisData n° 2017-000505 (<i>Caution avertie</i>).....	comm. 71 (mars)
Cass. com., 18 janv. 2017 , n° 14-29.110, F-D (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 90 (mars)
Cass. com., 18 janv. 2017 , n° 14-29.115, F-D (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 90 (mars)
Cass. 2 ^e civ., 22 janv. 2017 , n° 15-29.095, F-P+B : JurisData n° 2017-000972 (<i>Saisie des rémunérations</i>).....	comm. 87 (mars)
Trib. UE, 24 janv. 2017 , n° T-749/15, Nausicaa Anadyomène et Banque d'Escompte c/ BCE (<i>Politique monétaire</i>).....	comm. 48 (mars)
CJUE, 25 janv. 2017 , n° C-375/15, BAWAG (<i>Banque en ligne</i>).....	comm. 184 (juill.)
Cass. 1 ^{re} civ., 25 janv. 2017 , n° 15-24.607, P+B, Caisse de crédit mutuel Grenoble Rivet c/ S. : JurisData n° 2017-000927 (<i>Taux effectif global</i>).....	comm. 60 (mars)
Cass. 1 ^{re} civ., 25 janv. 2017 , n° 16-10.105, SA Sté Lyonnaise de banque c/ Klinghofer : JurisData n° 2017-000930 (<i>Crédit immobilier</i>).....	comm. 64 (mars)
Cass. 1 ^{re} civ., 25 janv. 2017 , n° 15-27.728, HSBC France c/ Rodrigues, Larigaudrie : JurisData n° 2017-001107 (<i>Prescription</i>).....	comm. 65 (mars)
Cass. 1 ^{re} civ., 25 janv. 2017 , n° 15-26.134, Crédit Foncier de France c/ Fasolo et Taguema : JurisData n° 2017-001106 (<i>Prescription</i>).....	comm. 65 (mars)
Cass. 1 ^{re} civ., 25 janv. 2017 , n° 15-28.058 : JurisData n° 2017-001093 (<i>Mention manuscrite</i>).....	comm. 67 (mars)
CJUE, 26 janv. 2017 , n° C-421/14, Banco Primus SA (<i>Contrat de prêt</i>).....	comm. 95 (mars)
Cass. 2 ^e civ., 26 janv. 2017 , n° 14-28.154 : JurisData n° 2017-001094 (<i>Surendettement</i>).....	comm. 84 (mars)
Cass. 2 ^e civ., 26 janv. 2017 , n° 15-28.173, P+B : JurisData n° 2017-000901 (<i>Titre exécutoire</i>).....	comm. 124 (mai)
Cass. com., 31 janv. 2017 , n° 15-15.890 : JurisData n° 2017-001389 (<i>Mention manuscrite</i>).....	comm. 68 (mars)
Cass. com., 31 janv. 2017 , n° 14-27.185 : JurisData n° 2017-001451 (<i>Mention manuscrite</i>).....	comm. 69 (mars)
Cass. com., 31 janv. 2017 , n° 14-29.474 : JurisData n° 2017-001401 (<i>Proportionnalité</i>).....	comm. 73 (mars)
Cass. com., 31 janv. 2017 , n° 15-19.158 : JurisData n° 2017-001404 (<i>Garantie autonome</i>).....	comm. 75 (mars)

Février

Cass. 1 ^{re} civ., 8 févr. 2017 , n° 16-11.625, Zurnacioglu c/ SA BNP Paribas Personal Finance : JurisData n° 2017-001989 (<i>Taux effectif global</i>).....	comm. 61 (mars)
Cass. 1 ^{re} civ., 8 févr. 2017 , n° 15-29.039, Coco c/ Groupement FCT Hugo Créances 1 et a. : JurisData n° 2017-001990 (<i>Crédit immobilier</i>).....	comm. 62 (mars)
Cass. 1 ^{re} civ., 8 févr. 2017 , n° 15-26.263, Caisse régionale de Crédit agricole mutuel Alpes-Provence c/ Zimmer : JurisData n° 2017-001991 (<i>Crédit immobilier</i>).....	comm. 63 (mars)
AMF, Comm. sanctions, 1 ^{er} sect., 22 févr. 2017 , Sté La Financière Desselligny et de MM. X. et Y. (<i>Gestion collective</i>).....	comm. 96 (mars)
Cass. com., 22 févr. 2017 , n° 15-14.915 : JurisData n° 2017-002802 (<i>Proportionnalité</i>).....	comm. 72 (mars)
Cass. com., 22 févr. 2017 , n° 15-20.585 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 93 (mars)
Cass. com., 22 févr. 2017 , n° 15-15.942, P+B+I : JurisData n° 2017-002804 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 132 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 23 févr. 2017 , n° 16-10.338 : JurisData n° 2017-002816 (<i>Saisie-attribution</i>).....	comm. 88 (mars)
Cass. 2 ^e civ., 23 févr. 2017 , n° 16-13.178, P+B : JurisData n° 2017-002814 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 129 (mai)

Mars

Cass. 1 ^{re} civ., 1^{er} mars 2017 , n° 16-10.376 (<i>Crédit immobilier</i>).....	comm. 108 (mai)
Cass. 1 ^{re} civ., 1^{er} mars 2017 , n° 16-11.034 (<i>Crédit immobilier</i>).....	comm. 108 (mai)
Cass. 1 ^{re} civ., 1^{er} mars 2017 , n° 16-10.703 : JurisData n° 2017-005860 (<i>Crédit immobilier</i>).....	comm. 108 (mai)
Cass. 1 ^{re} civ., 1^{er} mars 2017 , n° 16-10.375 (<i>Crédit immobilier</i>).....	comm. 108 (mai)
Cass. 1 ^{re} civ., 1^{er} mars 2017 , n° 15-28.012, F-P+B : JurisData n° 2017-003323 (<i>Titre exécutoire</i>).....	comm. 125 (mai)
Cass. com., 1^{er} mars 2017 , n° 14-26.225, 14-26.892 et 15-12.362 : JurisData n° 2017-003385 (<i>Abus de marché</i>).....	comm. 140 (mai)
Cass. 1 ^{re} civ., 1^{er} mars 2017 , n° 16-10.142 : JurisData n° 2017-003315 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 175 (juill.)
Cass. 1 ^{re} civ., 8 mars 2017 , n° 15-17.158, 15-17.160 et 15-17.161 : JurisData n° 2017-003977 (<i>Crédit immobilier</i>).....	comm. 108 (mai)
Cass. com., 8 mars 2017 , n° 15-14.632 : JurisData n° 2017-003964 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 115 (mai)

Cass. com., 8 mars 2017 , n° 15-18.614, F-D (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 181 (juill.)
Cass. soc., 9 mars 2017 , n° 15-14.416 : JurisData n° 2017-004021 (<i>Épargne salariale</i>).....	comm. 138 (mai)
CA Paris, Pôle 5, ch. 5-7, 14 mars 2017 , n° 16/20478 (<i>Offre publique d'échange</i>).....	comm. 137 (mai)
Cass. 1 ^{er} civ., 15 mars 2017 , n° 15-27.574 : JurisData n° 2017-004480 (<i>Prêt viager hypothécaire</i>).....	comm. 109 (mai)
Cass. 1 ^{er} civ., 15 mars 2017 , n° 16-12.979 : JurisData n° 2017-004708 (<i>Assurance emprunteur</i>).....	comm. 121 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 16 mars 2017 , n° 16-12.610, F-P+B : JurisData n° 2017-004640 (<i>Saisie-vente</i>).....	comm. 128 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 16 mars 2017 , n° 16-11.314 : JurisData n° 2017-004641 (<i>Mesures conservatoires</i>).....	comm. 178 (juill.)
Cass. com., 22 mars 2017 , n° 15-15.742, F-B+I : JurisData n° 2017-005030 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 116 (mai)
Cass. com., 22 mars 2017 , n° 15-21.817 : JurisData n° 2017-009232 (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 123 (mai)
Cass. com., 22 mars 2017 , n° 15-15.742, F-P+B+I : JurisData n° 2017-005030 (<i>Saisie-attribution</i>).....	comm. 126 (mai)
Cass. com., 22 mars 2017 : JurisData n° 2017-005117 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 130 (mai)
Cass. com., 22 mars 2017 , n° 15-19.317, F-P+B+I : JurisData n° 2017-005027 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 131 (mai)
Cass. com., 22 mars 2017 , n° 15-15.361, FS-P+B+I : JurisData n° 2017-005035 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 133 (mai)
Cass. 3 ^e civ., 23 mars 2017 , n° 16-10.766 : JurisData n° 2017-005295 (<i>Sûreté réelle</i>).....	comm. 117 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 23 mars 2017 , n° 16-15.090 : JurisData n° 2017-005309 (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 120 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 23 mars 2017 , n° 16-13.079 : JurisData n° 2017-005695 (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 122 (mai)
Cass. 1 ^{er} civ., 29 mars 2017 , n° 16-13.050, P+B : JurisData n° 2017-005684 (<i>Banque</i>).....	études 15 (mai)
Cass. 1 ^{er} civ., 29 mars 2017 , n° 15-27.231, P+B : JurisData n° 2017-005685 (<i>Banque</i>).....	études 15 (mai)
Cass. 1 ^{er} civ., 29 mars 2017 , n° 15-27.231 : JurisData n° 2017-005685 (<i>Crédit immobilier</i>).....	comm. 107 (mai)
Cass. 1 ^{er} civ., 29 mars 2017 , n° 16-13.050 : JurisData n° 2017-005684 (<i>Crédit immobilier</i>).....	comm. 107 (mai)
Cass. 1 ^{er} civ., 29 mars 2017 , n° 16-10.703 : JurisData n° 2017-005860 (<i>Saisie-attribution</i>).....	comm. 127 (mai)
Cass. 1 ^{er} civ., 29 mars 2017 , n° 15-27.231 et 16-13.050 : JurisData n° 2017-005685 (<i>Prêts en francs suisses</i>).....	comm. 144 (juill.)

Avril

CA Lyon, 13 avr. 2017 , n° 15/05071 : JurisData n° 2017-007962 (<i>Garantie autonome</i>).....	comm. 165 (juill.)
Cass. com., 20 avr. 2017 , n° 15-15.096 : JurisData n° 2017-007245 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 113 (mai)
Cass. com., 20 avr. 2017 , n° 15-18.239 : JurisData n° 2017-007289 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 114 (mai)
Cass. com., 20 avr. 2017 , n° 15-14.812 : JurisData n° 2017-007206 (<i>Billet à ordre</i>).....	comm. 164 (juill.)
Cass. com., 26 avr. 2017 , n° 15-27.731 : JurisData n° 2017-007782 (<i>Gestion individuelle</i>).....	comm. 139 (mai)

Mai

Cass. com., 4 mai 2017 , n° 15-19.141 : JurisData n° 2017-008384 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 111 (mai)
Cass. com., 4 mai 2017 , n° 15-19.756 (<i>Formalisme</i>).....	comm. 112 (mai)
Cass. com., 4 mai 2017 , n° 15-18.493 : JurisData n° 2017-008427 (<i>Formalisme</i>).....	comm. 112 (mai)
Cass. com., 4 mai 2017 , n° 15-19.141, F-P+B+I : JurisData n° 2017-008384 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 132 (mai)
Cass. com., 4 mai 2017 , n° 15-15.390, F-P+B+I : JurisData n° 2017-008385 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 179 (juill.)
Cass. com., 4 mai 2017 , n° 15-24.854, P+B+I : JurisData n° 2017-008388 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 180 (juill.)

Cass. com., 4 mai 2017 , n° 15-14.065, F-D : JurisData n° 2017-008425 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 181 (juill.)
Cass. com., 4 mai 2017 , n° 15-16.524, F-D (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 182 (juill.)
CA Rennes, 2 ^e ch., 5 mai 2017 , n° 14/02246, SA CrediPar c/ Cesto : JurisData n° 2017-009768 (<i>Crédit à la consommation</i>).....	comm. 154 (juill.)
Cass. 1 ^{er} civ., 11 mai 2017 , n° 16-13.278 : JurisData n° 2017-008813 (<i>Prêt viager hypothécaire</i>).....	comm. 109 (mai)
Cass. 1 ^{er} civ., 11 mai 2017 , n° 15-26.646 : JurisData n° 2017-008810 (<i>Sûreté réelle</i>).....	comm. 118 (mai)
Cass. 1 ^{er} civ., 11 mai 2017 , n° 16-13.444 et 16-16.680, Sté Rhône technical services c/ Lamoulié et a. : JurisData n° 2017-009020 (<i>Crédit affecté</i>).....	comm. 153 (juill.)
Cass. 2 ^e civ., 11 mai 2017 , n° 16-15.481 : JurisData n° 2017-008850 (<i>Surendettement</i>).....	comm. 171 (juill.)
Cass. 2 ^e civ., 11 mai 2017 , n° 16-15.559 (<i>Surendettement</i>).....	comm. 172 (juill.)
Cass. 2 ^e civ., 11 mai 2017 , n° 16-15.473 : JurisData n° 2017-008842 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 176 (juill.)
Cass. 2 ^e civ., 11 mai 2017 , n° 16-16.106 : JurisData n° 2017-008844 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 177 (juill.)
CA Colmar, 3 ^e ch. civ., sect. A, 15 mai 2017 , SA Bnp Paribas Personal Finance c/ Sellemet : JurisData n° 2017-009463 (<i>Crédit à la consommation</i>).....	comm. 149 (juill.)
CJUE, 16 mai 2017 , n° T-122/15, Landeskreditbank Baden-Württemberg-Förderbank c/ BCE (<i>Supervision bancaire</i>).....	comm. 146 (juill.)
Trib. UE, 4 ^e ch. élargie, 16 mai 2017 , n° T-122/15, Landeskreditbank Baden-Württemberg-Förderbank c/ Banque Centrale Européenne : JurisData n° 2017-012143 (<i>Supervision prudentielle directe par la BCE des établissements de crédit importants de la zone euro</i>).....	comm. 198 (sept.)
Cass. com., 17 mai 2017 , n° 15-25.775 : JurisData n° 2017-009415 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 159 (juill.)
Cass. com., 17 mai 2017 , n° 15-26.397 : JurisData n° 2017-009417 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 160 (juill.)
Cass. com., 17 mai 2017 , n° 15-15.746 : JurisData n° 2017-009369 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 161 (juill.)
Cass. com., 17 mai 2017 , n° 15-15.745 : JurisData n° 2017-009418 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 162 (juill.)
Cass. com., 17 mai 2017 , n° 15-23.413 : JurisData n° 2017-009141 (<i>Procédure collective</i>).....	comm. 166 (juill.)
Cass. com., 17 mai 2017 , n° 15-18.460, F-PB : JurisData n° 2017-009368 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 220 (sept.)
Cass. 2 ^e civ., 18 mai 2017 , n° 16-18.691 : JurisData n° 2017-009929 (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 167 (juill.)
CA Paris, 18 mai 2017 , n° Pôle 4, ch. 9, Buathier c/ SAS Sogefinancement : JurisData n° 2017-010292 (<i>Crédit à la consommation</i>).....	comm. 154 (juill.)
CE, 6 ^e et 1 ^{er} ch. réunies, 19 mai 2017 : JurisData n° 2017-010040 (<i>Trading à haute fréquence</i>).....	comm. 226 (sept.)
CA Rennes, 2 ^e ch., 19 mai 2017 , n° 16/06645, Le Priol et a. c/ SA Financo : JurisData n° 2017-010617 (<i>Crédit à la consommation</i>).....	comm. 155 (juill.)
CA Toulouse, 1 ^{er} ch., 1 ^{er} sect., 22 mai 2017 , n° 15/05872, SA Banque Solfea c/ Aouba et a. : JurisData n° 2017-011966 (<i>Crédit affecté</i>).....	comm. 153 (juill.)
Cass. com., 24 mai 2017 , n° 16-14.371 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 158 (juill.)
Cass. 1 ^{er} civ., 24 mai 2017 , n° 16-14.098 et 16-15.501 (<i>Assurance de groupe</i>).....	comm. 168 (juill.)
Cass. 1 ^{er} civ., 24 mai 2017 , n° 15-27.127 et 15-27.839 : JurisData n° 2017-010023 (<i>Assurance de groupe</i>).....	comm. 168 (juill.)

Juin

Cass. 1 ^{er} civ., 1^{er} juin 2017 , n° 15-25.519, Plateau c/ SA Financo : JurisData n° 2017-010447 (<i>Surendettement</i>).....	comm. 148 (juill.)
Cass. 2 ^e civ., 1^{er} juin 2017 , n° 15-25.519 : JurisData n° 2017-010447 (<i>Surendettement</i>).....	comm. 173 (juill.)
Cass. 2 ^e civ., 1^{er} juin 2017 , n° 16-17.077 : JurisData n° 2017-010455 (<i>Surendettement</i>).....	comm. 174 (juill.)

Table de jurisprudence

Cass. 2 ^e civ., 1^{er} juin 2017 , n° 16-17.589, F-D (<i>Saisie-vente</i>).....	comm. 214 (sept.)	Cass. com., 13 sept. 2017 , n° 15-20.294 : JurisData n° 2017-017688 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 209 (sept.) comm. 211 (sept.)
Cons. const., 2 juin 2017 , n° 2017-634 QPC : JurisData n° 2017-010606 (<i>Sanctions AMF</i>).....	comm. 145 (juill.)	Cass. com., 13 sept. 2017 , n° 16-10.206, FS-P+B+I, Sté Crédit lyonnais c/ L. : JurisData n° 2017-017689 (<i>Déclaration d'insaisissabilité</i>).....	comm. 253 (nov.)
Cons. const., 2 juin 2017 , n° 2017-634 QPC : JurisData n° 2017-010606 (<i>Infractions et Sanctions</i>).....	comm. 225 (sept.)	Cass. com., 13 sept. 2017 , n° 16-13.674, FS-P+B+I : JurisData n° 2017-017734 (<i>Saisie-attribution</i>).....	comm. 256 (nov.)
CA Rennes, 2 ^e ch., 2 juin 2017 , n° 14/03488, SAS Prioris c/ Derrien : JurisData n° 2017-012905 (<i>Crédit à la consommation</i>).....	comm. 150 (juill.)	Cass. com., 13 sept. 2017 , n° 15-28.833, F-P+B, R. Chatel-Louroz ès qual. et a. c/ P. : JurisData n° 2017-017684 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 260 (nov.)
Cass. com., 8 juin 2017 , n° 15-28.438 : JurisData n° 2017-010890 (<i>Garantie personnelle</i>).....	comm. 163 (juill.)	Cass. com., 13 sept. 2017 , n° 15-28.833 : JurisData n° 2017-017684 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 263 (nov.)
Cass. 2 ^e civ., 8 juin 2017 , n° 15-12.544 : JurisData n° 2017-011036 (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 213 (sept.)	Cass. com., 13 sept. 2017 , n° 16-12.249 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 263 (nov.)
Cass. 2 ^e civ., 8 juin 2017 , n° 16-19.973, F-P+B+I, SA Axa corporate solutions assurances et a. c/ SAS Transports Gaston Arnould et a. : JurisData n° 2017-010724 (<i>Coassurance</i>).....	comm. 249 (nov.)	Cass. crim., 13 sept. 2017 , n° 15-84.823 : JurisData n° 2017-017639 (<i>Cumul de sanctions</i>).....	comm. 272 (nov.)
CJUE, 4 ^e ch., 14 juin 2017 , n° C-678/15, Mohammed Zadeh Khorassani c/ Kathrin Pflanz : JurisData n° 2017-012098 (<i>Services d'investissement</i>).....	comm. 273 (nov.)	Cass. 3 ^e civ., 14 sept. 2017 , n° 16-18.146, FS-P+B+R+I, Sté Générale c/ Sté MPB : JurisData n° 2017-017634 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 244 (nov.)
Cass. com., 14 juin 2017 , n° 12-11.644 : JurisData n° 2017-011364 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 157 (juill.)	Cass. 2 ^e civ., 14 sept. 2017 , n° 16-20.221, F-P+B : JurisData n° 2017-017665 (<i>Contrat collectif d'assurance</i>).....	comm. 248 (nov.)
Cass. com., 14 juin 2017 , n° 16-11.004, F-D : JurisData n° 2017-011577 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 181 (juill.)	Cass. 2 ^e civ., 14 sept. 2017 , n° 16-19.424 : JurisData n° 2017-018210 (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 250 (nov.)
Cass. 1 ^{re} civ., 22 juin 2017 , n° 16-14.320, Sté Crédit immobilier de France Centre-Ouest c/ Rossi et a. : JurisData n° 2017-012434 (<i>Crédit immobilier</i>).....	comm. 151 (juill.)	Cass. com., 20 sept. 2017 , n° 15-28.812 : JurisData n° 2017-018228 (<i>Sûretés</i>).....	comm. 245 (nov.)
Cass. 1 ^{re} civ., 22 juin 2017 , n° 15-28.649, Lebreton et a. c/ Banque CIC Ouest et a. (<i>Crédit immobilier</i>).....	comm. 152 (juill.)	Cass. 1 ^{re} civ., 20 sept. 2017 , n° 16-19.676 (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 252 (nov.)
Cass. 1 ^{re} civ., 22 juin 2017 , n° 16-18.418 : JurisData n° 2017-012214 (<i>Crédit à la consommation</i>).....	comm. 156 (juill.)	Cass. com., 20 sept. 2017 , n° 16-14.065 : JurisData n° 2017-018237 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 264 (nov.)
Cass. 2 ^e civ., 22 juin 2017 , n° 16-16.897 : JurisData n° 2017-012890 (<i>Saisie-attribution</i>).....	comm. 215 (sept.)	Cass. com., 20 sept. 2017 , n° 15-29.098 et 15-29.144 : JurisData n° 2017-018231 (<i>Autorité des marchés financiers</i>).....	comm. 271 (nov.)
Cass. 2 ^e civ., 22 juin 2017 , n° 16-11.975, P+B : JurisData n° 2017-012275 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 216 (sept.)	CJUE, 20 sept. 2017 , n° C-186/16, Ruxandra Paula Andriuciu e.a. c/ Banca Româneasca SA (<i>Prêts en devise</i>).....	comm. 266 (nov.)
Cass. 2 ^e civ., 22 juin 2017 , n° 16-18.343, P+B : JurisData n° 2017-012277 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 217 (sept.)	Cass. com., 27 sept. 2017 , n° 15-24.895 : JurisData n° 2017-018665 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 242 (nov.)
Cass. 2 ^e civ., 22 juin 2017 , n° 16-18.901, P+B : JurisData n° 2017-012261 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 218 (sept.)	Cass. 2 ^e civ., 28 sept. 2017 , n° 16-20.437, F-P+B : JurisData n° 2017-018679 (<i>Hypothèque</i>).....	comm. 246 (nov.)
Cass. 2 ^e civ., 22 juin 2017 , n° 16-12.882, P+B : JurisData n° 2017-012260 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 219 (sept.)	Cass. 2 ^e civ., 28 sept. 2017 , n° 16-22.143, P+B, R. c/ Sté Banque populaires Rives de Paris : JurisData n° 2017-018681 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 258 (nov.)
Cass. com., 28 juin 2017 , n° 16-16.746, F-PB+I : JurisData n° 2017-012579 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 221 (sept.)	Cass. 2 ^e civ., 28 sept. 2017 , n° 16-17.010, P+B, Sté BNP Paribas c/ Celda : JurisData n° 2017-018692 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 259 (nov.)
Cass. com., 28 juin 2017 , n° 16-12.382, FS-PB+I : JurisData n° 2017-012581 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 222 (sept.)	Cass. 2 ^e civ., 28 sept. 2017 , n° 16-20.437, P+B, Sté Banque populaire de l'Ouest c/ G. : JurisData n° 2017-018679 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 261 (nov.)
Cass. com., 28 juin 2017 , n° 16-16.614, FS-PB+I : JurisData n° 2017-012582 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 222 (sept.)	Cass. 2 ^e civ., 28 sept. 2017 , n° 16-19.184, P+B, M. c/ Sté Banque CIC Nord Ouest : JurisData n° 2017-018677 (<i>Titre exécutoire</i>).....	comm. 262 (nov.)
Juillet		Octobre	
Cass. 1 ^{re} civ., 5 juill. 2017 , n° 16-18.003 : JurisData n° 2017-013625 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 209 (sept.)	Cass. 1 ^{re} civ., 4 oct. 2017 , n° 16-15.458, SARL Erna c/ SA Banque CIC Est : JurisData n° 2017-019477 (<i>Crédit immobilier</i>).....	comm. 239 (nov.)
Cass. com., 12 juill. 2017 , n° 16-10.793 : JurisData n° 2017-013954 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 208 (sept.) comm. 209 (sept.)	Cass. 1 ^{re} civ., 4 oct. 2017 , n° 16-17.242, SA Banque Courtois c/ Kaletka : JurisData n° 2017-019476 (<i>Crédit immobilier</i>).....	comm. 240 (nov.)
Cons. const., 21 juill. 2017 , n° 2017-646/647 QPC : JurisData n° 2017-015012 (<i>AMF</i>).....	alerte 57 (sept.)	Cass. 1 ^{re} civ., 4 oct. 2017 , n° 16-19.742, 16-21.475 : JurisData n° 2017-019433 (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 251 (nov.)
CJUE, 26 juill. 2017 , n° C-696/15, Rép. Tchèque c/ Commission : JurisData n° 2017-018264 (<i>Supervision financière</i>).....	comm. 235 (nov.)	Cass. 2 ^e civ., 5 oct. 2017 , n° 16-19.565 : JurisData n° 2017-019434 (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 250 (nov.)
Septembre		Cass. 2 ^e civ., 5 oct. 2017 , n° 16-22.557 : JurisData n° 2017-019435 (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 250 (nov.)
Cass. com., 6 sept. 2017 , n° 16-15.331 : JurisData n° 2017-017171 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 210 (sept.)	Cass. 3 ^e civ., 12 oct. 2017 , n° 16-19.657, P+B+I : JurisData n° 2017-019869 (<i>Assurance de responsabilité</i>).....	comm. 247 (nov.)
Cass. com., 6 sept. 2017 , n° 16-18.258 : JurisData n° 2017-017323 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 210 (sept.)	Cass. 1 ^{re} civ., 18 oct. 2017 , n° 16-14.571, Erraji c/ CRCAM Charente Périgord : JurisData n° 2017-020656 (<i>Crédit à la consommation</i>).....	comm. 238 (nov.)
Cass. 1 ^{re} civ., 6 sept. 2017 , n° 16-15.331 : JurisData n° 2017-017171 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 212 (sept.)		
Cass. 1 ^{re} civ., 6 sept. 2017 , n° 16-21.280, CRCAM du Languedoc c/ Margutti et a. (<i>Crédit immobilier</i>).....	comm. 241 (nov.)		
Cass. 2 ^e civ., 7 sept. 2017 , n° 16-17.824 : JurisData n° 2017-017181 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 257 (nov.)		

Cass. 1^{re} civ., **18 oct. 2017**, n° 16-23.558, Sté Gomes
c/ Caisse d'Épargne et de prévoyance Bretagne Pays-de-
Loire ; Sté Banque populaire Atlantique (*Crédit
immobilier*) **comm. 239 (nov.)**

Cass. 1^{re} civ., **18 oct. 2017**, n° 16-17.184 : JurisData
n° 2017-020384 (*Cautionnement*) **comm. 243 (nov.)**

Cass. com., **18 oct. 2017**, n° 16-13.466 (*Gestion
individuelle*) **comm. 268 (nov.)**

Cass. 2^e civ., **19 oct. 2017**, n° 16-23.752 : JurisData
n° 2017-020398 (*Crédit à la consommation*) **comm. 237 (nov.)**

Cass. 2^e civ., **19 oct. 2017**, n° 16-23.752 : JurisData
n° 2017-020398 (*Surendettement*) **comm. 254 (nov.)**

Cass. 2^e civ., **19 oct. 2017**, n° 16-12.885 : JurisData
n° 2017-020394 (*Surendettement*) **comm. 255 (nov.)**

Cass. com., **25 oct. 2017**, n° 16-11.644 : JurisData
n° 2017-021039 (*Prestataires de services de paiement*) **comm. 233 (nov.)**

LISTE DES ABRÉVIATIONS

Activités de la Cour de justice des Communautés européennes	Activités CJCE 12 mai 1997, p. 10	européenne	JOUE
Bulletin des Communautés européennes (jusqu'en 1993)	Bull. CE 1/1997, point 1.6.7.	- Série C :	JOUE n° C 200, 7 août 2004, p. 2
Bulletin de l'Union européenne (à partir de 1994)	Bull. UE 1-1997, point 1.6.7.	- Série L :	JOUE n° L 325, 28 oct. 2004, p. 4
Cahiers de droit européen	Cah. dr. eur. 1997, p. 100	Journal officiel du Conseil économique et social	JOCES 10 déc. 2001
Commission des Communautés européennes	Comm. CE	Journal officiel de l'Office européen des brevets	JOOEB 22 juill. 2000, p. 100
- décisions :	Comm. CE, déc. n° 97/1000, 12 déc. 1997 [, titre], [comm. adm., (ou fin., ou soc., etc.) n° 137]	JurisClasseur - Encyclopédies	JCI. (Civil, Pénal, etc.), fasc. 1000 (ou : V° Adoption, fasc. 10, ou : Art. 1382 à 1386, fasc. 50)
- règlements :	Comm. CE, règl. (CE) n° 1000/97, 12 déc. 1997, [titre]	Parlement européen	PE
- documents communautaires :	Doc. COM (1998), 15 final [, 12 déc. 1997, titre]	- règlements :	PE, règl. (CE) n° 1000/97 [, titre]
Commission européenne des droits de l'Homme	Comm. EDH, 12 déc. 1997, n° 8378/76	- documents parlementaires :	Doc. PE n° 2-216/97 [12 déc. 1997, titre]
Conseil de l'Union européenne	Cons. UE	Recueil de la Cour européenne des droits de l'homme	Rec. CEDH 1989, p. 11
- directives :	Cons. UE, dir. 2008/25/CE, 11 mars 2008, [titre]	Recueil de la Cour de justice des Communautés européennes	Rec. CJCE
- décision :	Cons. UE, déc. n° 97/1000/CE, 12 déc. 1997 [, titre]	- arrêts de la CJCE :	Rec. CJCE 2002, I, p. 100
- règlement :	Cons. UE, règl. (CE) n° 1000/97, 12 déc. 1997, [titre]	- arrêts du TPICE :	Rec. TPICE 2002, II, p. 100
Cour européenne des droits de l'Homme	CEDH, 12 déc. 1997 [n° décision, nom des parties]	Revue de droit bancaire et financier	RD bancaire et fin. 2015
Cour de justice des Communautés européennes	CJCE,	- repères :	RD bancaire et fin. 2015, repère 1
Cour de justice de l'Union européenne (à compter du 1 ^{er} déc. 2009)	CJUE, [1 ^{re} ch.,] 6 mai 2010, aff. C-100/97, nom des parties	- alertes :	RD bancaire et fin. 2015, alerte 1
Décision communautaire de la Commission européenne	Comm. CE, déc. n° 97/1000, 12 déc. 1997 [, titre], [comm. adm., (ou fin., ou soc., etc.) n° 137]	- études :	RD bancaire et fin. 2015, étude 1
Décision communautaire du Conseil de l'Union européenne	Cons. UE, déc. n° 97/1000/CE, 12 déc. 1997 [, titre]	- commentaires :	RD bancaire et fin. 2015, comm. 1
Gazette européenne	Gaz. eur.	- dossier :	RD bancaire et fin. 2015, dossier 1
Journal officiel des Communautés européennes (avant le 1 ^{er} févr. 2003)	JOCE	- meilleure pratique :	RD bancaire et fin. 2015, prat. 1
Journal officiel de l'Union européenne	JOUE	Revue des affaires européennes (en anglais : Law and European Affairs)	RAE 1997, p. 100
		Revue du droit de l'Union européenne	RDUE 1/2000, p. 10
		Revue du Marché unique européen (devenu en 2000 revue du droit de l'Union européenne)	RMUE 1/1997, p. 10
		Revue trimestrielle de droit européen	RTDE 1997, p. 100
		Tribunal de la fonction publique de l'Union européenne	TFPUE [1 ^{re} ch.,] 27 nov. 2008, aff. F-35/07, (depuis 2007) [nom des parties]
		Tribunal de première instance des Communautés européennes	TPICE
		Tribunal de première instance de l'Union européenne (à compter du 1 ^{er} déc. 2009)	Trib. UE [1 ^{re} ch.,] 7 juill. 2010, aff. T-111/07, [nom des parties]

© LexisNexis SA 2017
 Cette œuvre est protégée par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle, notamment par celles de ses dispositions relatives à la propriété littéraire et artistique et aux droits d'auteur. Ces droits sont la propriété exclusive de LexisNexis SA. Toute reproduction intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par LexisNexis SA ou ses ayants droit, est strictement interdite.
 LexisNexis SA se réserve notamment tous droits au titre de la reproduction par reprographie destinée à réaliser des copies de la présente œuvre sous quelque forme que ce soit aux fins de vente, de location, de publicité, de promotion ou de toute autre utilisation commerciale conformément aux dispositions de l'article L. 122-10 du Code de la propriété intellectuelle relatives à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie.
Avertissement de l'Éditeur : " Toute utilisation ou traitement automatisé, par des tiers, de données personnelles pouvant figurer dans cette revue sont formellement interdits "